

**REPUBLIQUE DU SENEGAL**

**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**

**RAPPORT  
D'ACTIVITES-2000**

**DIRECTION DE LA PREVISION ET DE LA STATISTIQUE**

# SOMMAIRE

## PAGES

1. ADMINISTRATION
2. MISSION DE LA DIRECTION ET ORGANIGRAMME
3. DIRECTION
4. SERVICE ADMINISTRATIF ET FINANCIER
5. INSPECTION DES SERVICES
6. SERVICE DE LA DOCUMENTATION, DES PUBLICATIONS ET DE LA DIFFUSION
7. DIVISION DES ETUDES ET DES PROJECTIONS MACRO-ECONOMIQUES
8. DIVISION DES STATISTIQUES ECONOMIQUES ET DE LA COMPTABILITE  
NATIONALE
9. DIVISION DES STATISTIQUES DEMOGRAPHIQUES
10. LES SERVICES REGIONAUX
11. LES PUBLICATIONS DE LA DPS

# ADMINISTRATION DE LA DIRECTION DE LA PREVISION ET DE LA STATISTIQUE

<i>DIRECTION</i>	<i>M. Sogué DIARISSO</i>
<b><u>Services rattachés</u></b>	
<b><i>INSPECTION DES SERVICES</i></b>	<i>Mamadou NDAO</i>
<b><i>BUREAU ADMINISTRATIF ET FINANCIER</i></b>	<i>M. Moumar MBENGUE</i>
<b><i>BUREAU DE LA DOCUMENTATION DES PUBLICATIONS ET DE LA DIFFUSION</i></b>	<i>Mlle Marie Sophie SENGHOR</i>
<b><u>Services centraux</u></b>	
<b><i>DIVISION DES SYNTHESSES ET DES PROJECTIONS MACRO-ECONOMIQUES</i></b>	<i>Samba Bâ</i>
<b><i>DIVISION DES STATISTIQUES ECONOMIQUES</i></b>	<i>BabaKar FALL</i>
<b><i>DIVISION DES STATISTIQUES DEMOGRAPHIQUES</i></b>	<i>Aliou GAYE</i>

# MISSION DE LA DIRECTION DE LA PREVISION ET DE LA STATISTIQUE (D.P.S.)

La Direction de la Prévision et de la Statistique est chargée:

- de la collecte, de la centralisation, de l'établissement et de la diffusion des statistiques nécessaires à l'élaboration de la politique économique et sociale et à l'appréciation des résultats de cette politique ;
- de la coordination technique de l'appareil statistique national ;
- des études et recherches sectorielles, macro-économiques et socio-démographiques utiles à la conduite de la politique économique, financière et sociale;
- de la coordination des travaux conduisant aux choix de politique économique et financière à court terme, en relation avec d'autres services de l'administration ;
- de la préparation et du suivi des programmes économiques et financiers de court terme, en relation avec d'autres services du Ministère de l'Economie et des Finances, d'autres ministères et organisations sous-régionales;
- de la préparation de la note d'orientation du budget et du rapport économique et financier annexé à la loi de finances.

La Direction de la Prévision et de la Statistique comprend :

- a) des services rattachés;
- b) des services centraux composés de :

- 1- La Division des Etudes et des Projections Macro-économiques ;
- 2 - La Division des Statistiques Economiques et de la Comptabilité Nationale;
- 3 - La Division des Enquêtes Démographiques et Sociales .

## LES SERVICES RATTACHES :

Les services rattachés comprennent :

- l'Inspection des Services ;
- le Service Administratif et Financier ;
- le Service de la Documentation, des Publications et de la Diffusion ;
- les Services régionaux de la statistique.

**L'Inspection des Services** est chargée d'assister le Directeur de la Prévision et de la Statistique dans sa tâche de contrôle du Service Administratif et Financier et du Service de la Documentation, de la Publication et de la Diffusion. Elle assiste également le Directeur dans ses tâches de supervision des Services régionaux de la statistique.

Elle est composée d'inspecteurs exécutant les ordres de mission définis par le Directeur. Leurs rapports sont transmis au Directeur et, pour information, au coordonnateur de l'Inspection. et au responsable du service concerné.

**Le Service Administratif et Financier (SAF)** est chargé de la préparation et de l'exécution des budgets de fonctionnement et d'investissement, de la tenue des comptes et des livres de comptabilité matières, de la gestion du budget et des matériels et fournitures des projets.

Le SAF comprend :

- le bureau du personnel;
- le bureau de gestion des projets ;
- le bureau de la logistique et du matériel;
- le bureau du courrier.

**Le Service de la Documentation , des Publications et de la Diffusion** a pour tâches principales l'enregistrement et le classement des ouvrages et publications ; la tenue de la salle de lecture (consultation et prêts de documents); l'impression des travaux de la Direction; la diffusion des publications de la Direction ; la gestion des archives de la Direction.

Il comprend :

- le bureau de la documentation et des archives ;
- le bureau de l'impression et de la reprographie;
- le bureau de la diffusion et des ventes.

**Les Services Régionaux de la Statistique** ont pour missions de collecter et de traiter les données nécessaires pour établir les statistiques sur la situation économique et sociale, de contribuer par des travaux statistiques et des études spécifiques à la connaissance des données économiques, démographiques et sociales de la région, de diffuser des statistiques et études nationales et régionales dans leur région.

#### LA DIVISION DES ETUDES ET DES PROJECTIONS MACRO-ECONOMIQUES

La Division des Etudes et des Projections Macro-économiques est chargée de la conception et de la réalisation des travaux à finalité macro-économique relatifs à l'évolution à court terme. Elle conçoit, réalise et exploite des enquêtes nationales de conjoncture auprès des entreprises.

Elle comprend :

- le Bureau de la Conjoncture ;
- le Bureau des Projections Macro-économiques ;
- le Bureau des Etudes et des Programmes.

#### LA DIVISION DES STATISTIQUES ECONOMIQUES ET DE LA COMPTABILITE NATIONALE

La Division des Statistiques Economiques et de la Comptabilité Nationale est chargée de l'élaboration des comptes de la nation, la gestion des répertoires d'entreprises et d'établissements, de la gestion de bases de données d'entreprises, du suivi de la production des entreprises, de l'élaboration des statistiques des prix, de la coordination des statistiques sur le système productif. Elle gère le centre unique de collecte de l'information (CUCI) et le centre national d'identification (CNI). Elle établit les statistiques du commerce extérieur et participe à l'élaboration de la balance des paiements.

Elle comprend :

- le Bureau des Entreprises et de la Production Industrielle;
- le Bureau des Prix
- le Bureau des Echanges Extérieurs .
- le Bureau de la Comptabilité Nationale ;

### LA DIVISION DES ENQUETES DEMOGRAPHIQUES ET SOCIALES

La Division des Enquêtes Démographiques et Sociales est chargée de la conception et de l'exécution et de l'analyse des enquêtes et recensements démographiques et socio-économiques auprès des ménages.

Elle comprend :

- le Bureau de Suivi des Conditions de Vie des Ménages ;
- le Bureau des Recensements et Enquêtes Démographiques;
- le Bureau des Etudes et Statistiques Sociales;
- le Bureau du Traitement de l'Information.

# DIRECTION

Outre la coordination des activités des différentes structures de la Direction, qui sont présentées infra, Le Directeur a assuré plusieurs autres activités au cours de l'année 2000, notamment :

- Présidence du Comité National de Politique économique (CNPE) institué dans le cadre de l'UEMOA ;
- Présidence du Conseil d'administration de la SODEFITEX jusqu'en août 2000;
- Présidence de la Commission de synthèse lors de l'élaboration du X<sup>ème</sup> plan de développement économique et social ;
- Participation aux Assemblées annuelles du Fonds Monétaire International (F. M. I) et de la Banque Mondiale en 2000 ;
- Participation à la réunion des Ministres de la zone franc, en septembre 2000 ;
- Le Directeur a coordonné l'accueil par notre pays d'une mission de revue effectuée par le F.M.I ;
- Le Directeur a pris part à la préparation et la coordination des travaux d'élaboration du Document Cadre au titre de la facilité d'ajustement renforcé pour la pauvreté .
- Le Directeur a dirigé et coordonné le groupe de travail macro-économique pour l'harmonisation des comptes du secteur réel, de la balance de paiement du TOFE et de la situation monétaire - FMI ;
- Le Directeur a également coordonné les travaux préparatoires pour la mise en œuvre du document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP) .

## **SERVICE ADMINISTRATIF ET FINANCIER (SAF) :**

Le Service Administratif et Financier a connu trois mois d'existence suite à la réorganisation de la Direction de la Prévision et de la statistique par note de service n°264 du 17/10/2000. Il est composé de trois sections (Section Personnel, Section Logistique et Matériel, Section des Projets) et d'un Secrétariat commun.

Le présent rapport va répertorier les différentes activités menées par le SAF au cours de l'année 2000 et comportera quatre grandes parties :

### **I - LE PERSONNEL**

La Direction de la Prévision et de la Statistique (DPS) compte, au 31 Décembre 2000, cent dix (109) agents dont trois sont présentement en disponibilité. Il s'agit d'un analyste programmeur et de deux ingénieurs des travaux statistiques. Au cours de l'année 2000, le Ministère de l'Economie et des Finances a mis à la disposition de la DPS deux agents (un Ingénieur Statisticien Economiste et un Archiviste). Il faut signaler que des mouvements de personnel se sont opérés au niveau national comme régional.

Les 106 agents présents durant l'année 2000, sont répartis dans les tableaux ci-dessous par division / services rattachés à la DPS et par grade.

### **ETAT RECAPITULATIF DU PERSONNEL DE LA DPS**

<b>DIVISION S/ SERVICES</b>	<b>NBRE D'AGENTS</b>
Directeur & personnel rattaché au DPS	4
Division des Enquêtes Démographiques et Sociales	28
Division des Etudes & Projections Macroéconomiques	12
Division des Statistiques Économiques et Comptabilité Nationale	26
Inspection des Services & Bureaux Régionaux	23
Service Documentation Publication et Diffusion	3
Service Administratif et Financier	10
<b>TOTAL</b>	<b>106</b>

**STRUCTURE DU PERSONNEL DE LA DPS  
(Répartition par Grade)**

GRADES	NBRE D'AGENTS
Ingénieur Statisticien Economiste	7
Ingénieur Statisticien Démographique	2
Ingénieur Agronome	1
Economiste	1
Analyste/Programmeur	2
Puputeur, Préparateur	1
Opérateur de saisie	5
Archiviste	1
Agent Technique de la Statistique	22
Agent d'Administration	2
Commis d'Administration	4
Agent de Service	3
Sécrétaire	5
Standardiste	1
Chauffeur	3
Gardien	1
<b>TOTAL</b>	<b>109</b>

NB : Parmi les 109 agents, 3 sont en disponibilité

## II. MOYENS MATERIEL

### 2.1. Matériel Roulant

La DPS compte au total 45 véhicules dont 35 en service et 10 proposés à la réforme depuis 1997. Ces véhicules sont acquis dans le cadre des projets ESAM I, RGPH/88, EMUS et par l'état du Sénégal dans le cadre du 3<sup>ème</sup> RGPH.

L'Etat a aussi acheté vingt (20) mobylettes (2 par région) et cent (100) bicyclettes pour les besoins du 3ème RGPH. Trois autres mobylettes ont été achetées par l'état toujours en 1999 pour les besoins de calcul de prix moyens dans trois capitales régionales (Kaolack, Tamba et Saint-Louis).

Le projet ESAM II a réparé dix sept (17) véhicules au mois de Décembre 2000 pour les besoins de l'enquête

**TABLEAU DU PARC AUTOMOBILE DE LA DPS**

N° d'ordre	Immatriculation	Caractéristiques		Position	Observations
		Marque	Type		
01	AD 3803	Mitsubishi	Pajero	<i>DPS/parking</i>	<i>En bon état</i>
02	AD 3807	"	"	<i>DPS/parking</i>	<i>En bon état</i>
03	AD 3809	"	"	<i>DPS/parking</i>	<i>En bon état</i>
04	AD 3814	"	"	<i>DPS/parking</i>	<i>En bon état</i>
05	AD 3895	"	"	<i>DPS/parking</i>	<i>En bon état</i>
06	AD 3897	"	"	<i>DPS/parking</i>	<i>En bon état</i>
07	AD 3898	"	"	<i>DPS/parking</i>	<i>En bon état</i>
08	AD 3899	"	"	<i>DPS/parking</i>	<i>En bon état</i>
09	8514 TTB1	"	"	<i>DPS/parking</i>	<i>Assez bon</i>
10	8654 TTB1	"	"	<i>DPS/parking</i>	<i>Assez bon</i>
11	AD 3912	Mitsubishi	Lancer	<i>DPS/parking</i>	<i>En bon état</i>
12	AD 3905	"	"	<i>garage Mor NDIAYE</i>	<i>En bon état</i>
13	AD 3906	"	"	<i>garage Mor NDIAYE</i>	<i>Assez bon</i>
14	AD 5245	Mitsubishi	Turbo	<i>DPS/parking</i>	<i>En bon état</i>
15	AD 4980	"	Pajero	<i>DPS/parking</i>	<i>En bon état</i>
16	AD 1474	Mitsubishi	"	<i>DPS/parking</i>	<i>En bon état</i>
17	AD 3810	"	"	<i>DPS/parking</i>	<i>En bon état</i>
18	AD 3811	Mitsubishi	Pajero	<i>DPS/parking</i>	<i>Assez bon</i>
19	AD 3812	"	"	<i>garage Mor NDIAYE</i>	<i>En bon état</i>
20	AD 3913	"	"	<i>DPS/ parking</i>	<i>En bon état</i>
21	AD 7339	Mitsubishi	Pajero	<i>DPS/ESAM II</i>	<i>En bon état</i>
22	AD 7340	Mitsubishi	"	<i>DPS/Chef de Parc</i>	<i>En bon état</i>
23	AD 7341	Mitsubishi	"	<i>DPS/DSECN/B. Prix</i>	<i>En bon état</i>
24	AD 7342	Mitsubishi	"	<i>DPS/Parking</i>	<i>En bon état</i>
25	AD 7343	FORD	PICK UP	<i>DPS/DEPME</i>	<i>En bon état</i>
26	AD 7344	FORD	PICK UP	<i>DPS/DEDS</i>	<i>En bon état</i>
27	AD 7345	ISUZU	Trooper	<i>DPS/DSECN/B. Prix</i>	<i>En bon état</i>
28	AD 7346	ISUZU	Trooper	<i>DPS/DEDS</i>	<i>En bon état</i>
29	AD 7373	Toyota	GLX	<i>DPS/Directeur</i>	<i>En bon état</i>
30	AD 7374	Toyota	"	<i>DPS/parking</i>	<i>En bon état</i>
31	AD 7375	ISUZU	Trooper	<i>DPS/SAF</i>	<i>En bon état</i>
32	AD 7376	MUSSO	DAEWOO	<i>DPS/DSECN</i>	<i>En bon état</i>
33	AD 7382	FORD	Escort	<i>DPS/Liaison</i>	<i>En bon état</i>
34	AD 7383	FORD	"	<i>DPS/DEPME</i>	<i>En bon état</i>
35	AD 7400	HYUNDAÏ	XG 25	<i>DPS/ Directeur</i>	<i>En bon état</i>

## VEHICULES PROPOSES A LA REFORME

N° ordre	Immatriculation	Caractéristiques			Observations	Position
		Marque	Type	Genre		
01	AD 5246	Citröen	Visa	"	Epave, proposé à la réforme	Garage Mor NDIAYE (SODIDA)
02	AD 5244	Peugeot	504	Bâchée	Epave, proposé à la réforme	Garage Mor NDIAYE (SODIDA)
03	AD 1475	Mitsubishi	Pajero	4 x 4	Epave, proposé à la réforme	Garage Mor NDIAYE (SODIDA)
04	AD 3896	Mitsubishi	Pajero	4 x 4	Epave, proposé à la réforme	Garage Mor NDIAYE (SODIDA)
05	AD 1514	Toyota	-	4 x 4	Vétuste, proposé à la réforme	Garage Mor NDIAYE (SODIDA)
06	AD 1518	Toyota	-	4 x 4	Vétuste, proposé à la réforme	Garage Mor NDIAYE (SODIDA)
07	AD 1224	Peugeot	504	Berline	Epave, proposé à la réforme	Garage Mor NDIAYE (SODIDA)
08	AD 1177	Citröen	Visa	Berline	Vétuste, proposé à la réforme	DPS (ex BI)
09	AD 1180	Citröen	Visa	Berline	Vétuste, proposé à la réforme	DPS/parking
10	AD 1211	Peugeot	504	Familiale noire	Epave, proposé à la réforme	Garage Pape NDIAYE (Champ de Course)

***NB : tous ces véhicules sont proposés à la réforme depuis 1997. Il est prévu de procéder effectivement à cette réforme dans de meilleurs délais.***

### **2.2. Machines à écrire**

Il y a six (06) machines dont trois (03) en bon état.

### **2.3. Le matériel d'imprimerie**

La DPS dispose de six (06) copieurs dont trois (03) fonctionnels.

### **2.4. Le matériel de bureau (tables, chaises, fauteuils, armoires etc.)**

La DPS accuse toujours un déficit en mobilier de bureau. Certains agents ne sont toujours pas installés dans des conditions convenables . A cet effet, une demande a été adressée à la Direction du Matériel et du Transit Administratif (DMTA). Mais jusqu'à présent, le SAF attend la réponse.

Par ailleurs, il est à signaler que la salle de conférence de la DPS a bénéficié, en Décembre 2000, d'un équipement (10 tables, 30 chaises et un climatiseur de 3cv) de la Coopération Française et d'Action Culturelle par le biais du PAFIES.

## **2.5. Le Parc informatique**

Le matériel informatique acquis par la DPS est considérable certes ; mais une grande partie du parc est déjà hors d'usage pour diverses raisons :

- Capacité faible par rapport aux bases de données
- Dépassement par les nouvelles technologies
- Manque de moyens suffisants pour la maintenance et la réparation.

Le nombre total des micros s'élève à 66 unités dont 3 en panne.

Notons que l'absence de contrat de maintenance diminue la durée de vie de la plus part du matériel (micros, machines à écrire photocopieuses etc..). Pour certaines marques de micros, leur réparation prend beaucoup de temps à cause du manque de leurs pièces de rechange dans le marché intérieur.

## **2.6. Le matériel de froid**

Le nombre de climatiseurs à la DPS est de 42 dont quatre (04) en panne

### **III - SECTION GESTION DES PROJETS**

Au cours de l'année 2000, la DPS a bénéficié dans le cadre du projet Fonds de Développement Social, de la Banque Mondiale, des crédits d'un montant d'un milliard cinq cent quarante six millions cent trois mille cinq cent quatre vingt (1 546 103 580) francs CFA pour la réalisation de l'Enquête Sénégalaise auprès des Ménages deuxième phase (ESAM II) sur l'ensemble du territoire national.

Un certain nombre d'opérations ont été entièrement exécutées avec une avance de 26125000 FCFA tirée du compte 07915500037FIS, d'autres sont en phase d'exécution.

Parmi les opérations exécutées figurent :

- la réalisation de l'enquête pilote
- la formation de 450 agents pour la période du 04 Décembre au 30 Décembre 2000
- la réparation de voitures dont un seul garage (SEN GARAGE) a respecté ses engagements parmi les trois sélectionnés.
- l'achat d'une partie des fournitures de bureau et du matériel nécessaire pour l'enquête

Pour les opérations en instance, il y a :

- l'achat de micro-ordinateurs et accessoires pour la saisie des données de l'enquête
- la location et l'achat de voitures
- le complément des fournitures de bureau et matériel d'enquête
- l'impression des questionnaires d'enquête et cahiers

Les difficultés observées sur la mise en place des crédits risquent de retarder le démarrage effectif des opérations de terrain prévues dans la deuxième mi-quinzaine du mois de janvier 2001.

Le Comité National de Politique Economique (CNPE) financé par l'UEMOA en octobre 1997, dans l'objectif d'assurer la convergence des performances de politiques économiques des Etats membres, est arrivé à terme au cours de l'année 2000.

#### **IV - LES AUTRES ACTIVITES COURANTES**

Les autres activités sont diverses et se répartissent comme suit:

a) Un certain nombre de bons d'engagement concernant des sociétés de la place ont été traités au cours de l'année. Il s'agit de :

- SYSTEM PLUS pour du matériel informatique
- SODIMEL pour des travaux de câblage au niveau de la DPS
- EPN INTERNATIONAL pour des fourniture de bureau
- ENTREPRISE DE CONFECTION « LE SALOUM MULTI-SERVICE » pour l'habillement du personnel subalterne de l'administration
- BABACAR MBOW PLOMBIER pour des travaux de plomberie au niveau du bâtiment annexe de la DPS
- ETS SEN FOURNITURE pour des travaux de maçonnerie au niveau du bâtiment annexe de la DPS
- MOUSSA NDIAYE ELECTRICITE GENERALE pour des travaux d'aménagement en électricité au niveau du bâtiment annexe de la DPS
- DARA MENUISERIE BOUNA DEME pour les travaux de menuiserie au niveau du bâtiment annexe de la DPS
- CLIMAT FROID pour l'entretien et la réparation de climatiseurs
- MAINTENANCE BUREAUTIQUE SYSTEME pour la réparation d'un photocopieur
- SHELL SENEGAL SA pour l'achat de carburant

b) L'enregistrement dans le cahier des décharges et l'expédition du courrier départ et la distribution du courrier arrivée

c) Le classement des diverses notes de service et lettres dans les différents chronos

d) L'établissement des contrats et des états de salaire des agents temporaires émergeant dans les différents projets sis à la DPS ainsi que des laissez-passer mensuels des véhicules en service

e) La situation mensuelle de la consommation de fournitures et de matériel de bureau

f) Le SAF s'occupe aussi des tâches ponctuelles suivantes :

Entretien et réparation du matériel (climatiseurs, véhicules, photocopieuses, matériel de plomberie, de menuiserie, d'électricité etc..)  
Suivi assainissement des locaux de la DPS  
Participation à l'organisation de séminaires (La DPS a organisé un atelier sur le SYSCOA pour le compte de la DSEC)

g) L'élaboration des états mensuels

Heures supplémentaires pour le personnel

Primes de rendement (informaticiens et agents de saisie)

Etats des absences et retards des agents astreints à l'émargement

h) L'élaboration des états trimestriels pour les indemnités de sujétion destinés aux agents fonctionnaires de la hiérarchie A et B ayant atteint l'indice 1458

i) Remplissage des notes et paiement des fonds communs

j) Elaboration des fiches annuelles de notation pour l'avancement des agents dans la hiérarchie

k) Préparation des documents de renseignements de prix à adresser aux différents fournisseurs de la DPS pour le choix des moins -disant et procéder aux engagements des crédits alloués

## **INSPECTION DES SERVICES**

L'inspection des services de la DPS a pour mission de procéder aux vérifications administratives et financières des différentes structures de la DPS. Elle est également chargée de la coordination des activités des bureaux régionaux.

L'inspection a aussi un rôle d'appui et conseil sur divers dossiers initiés par la direction.

Le personnel de l'inspection a connu une évolution en 2000 avec l'affectation de deux inspecteurs chargés d'appuyer le Coordonnateur dans les activités transversales et sur le contrôle des services à caractère financier . Le renforcement de ses effectifs devra être poursuivi pour permettre à l'inspection de réussir toutes les missions qui lui sont assignées.

En 2000, le programme de mission de vérification dans les services régionaux n'a pas pu se dérouler en raison de la rareté des ressources constatée dans l'administration notamment pour ce qui concerne le carburant et le règlement des frais de mission.

### **A / CONTROLE**

Au niveau du contrôle, l'inspection n'a pas eu de missions de contrôle et de vérifications sur les dépenses des projets ni sur le budget au cours de l'année 2000, les voies et moyens sont étudiées avec la direction pour les effectuer au courant de l'année en cours.

### **B/ DOSSIERS SUIVIS ET ELABORATION DES TEXTES REGLEMENTAIRES**

- Traitement dossier sécurité du bâtiment de la DPS : les fenêtres ,les portes, défectueuses et les trous du mur de la clôture pour dispositions à prendre

- Traitement dossier Afristat sur les conditions d'élaboration des comptes nationaux et sur le volet informel d'AFRISTAT
- Préparation enquête MICS2 avec la participation des bureaux régionaux
- Coordination de la commission des travaux sur le codage des données du RGPH
- Elaboration du tableau de bord du suivi et de l'exécution des projets et des actions phares ,au titre de 1999-2000 de la DPS .
- Coordination avec les services régionaux de l'élaboration du calendrier historique du RGPH .
- Elaboration de la requête pour l'augmentation des crédits des services régionaux
- Coordination des demandes de participation des enquêteurs au RGPH : évaluation par rapport aux besoins par région ;
- Organisation du séminaire d'information et de sensibilisation sur les opérations du RGPH avec les directions partenaires de la DPS ;
- Organisation et mise en œuvre de la visite des services par le nouveau Directeur ;
- Elaboration et suivi des mesures urgentes pour la solution des problèmes soulevés par les agents ;
- Instruction du dossier relatif à une sanction administrative : Avertissement infligé à un chauffeur ;
- Elaboration du projet d'arrêté organisant la DPS ;
- Elaboration des notes service portant nomination des chefs de division , des chefs de services ,des chefs de bureaux et des chefs de section ;
- Coordination des travaux préparatoires de la participation de la DPS à la foire internationale de Dakar ;
- Suivi du dossier sur le programme d'appui aux institutions financières et économiques (PAFIES 2 )
- Suivi du tableau de bord de l'exécution des projets et actions phares de la DPS pour le ministère
- Participation aux travaux préparatoires de la mise à jour de la base données des villages du projet FIS en relation avec les services régionaux

## **C / PARTICIPATION AUX REUNIONS DE COORDINATION**

L'inspection de la DPS participe régulièrement aux réunions de coordinations des inspecteurs convoquées par le coordinateur de l'inspection des finances du MEFP.

## **D / PASSATION DE SERVICES**

Au cours de l'année 2000 l'inspection a supervisé les passations de service suivantes :

- Le 4 août 2000 , organisation sous la supervision de l'Inspection des Finances de la Passation de service entre Monsieur **Moussa Faye** Directeur de la Prévision et de la Statistique sortant et Monsieur **Sogué Diarisso** Directeur entrant .
- Le 20 septembre 2000, entre Monsieur **Aliou Gaye** chef du service régional de la Statistique de LOUGA sortant et Monsieur **Thierno Diouf** chef du Service entrant .
- Le 21 septembre 2000, entre Monsieur **Mamadou N'Diaye** chef du service régional de la Statistique de DIOURBEL sortant et Monsieur **Alioune Cisse** chef du Service entrant .
- Le 23 septembre 2000, entre Monsieur **Bouna Warr** chef du service régional de la Statistique de FATICK sortant et Monsieur **Issa Diop** chef du Service entrant .
- Le 4 octobre 2000, entre Monsieur **Edmond Rodriguez** chef de la Division des Statistiques Démographiques sortant et Monsieur **Aliou Gaye** chef du Division entrant .
- Le 4 octobre 2000 l'Inspection a supervisé **le rattachement** du bureau informatique , du bureau des enquêtes socio-économiques auprès des ménages et du bureau des statistiques économiques et sociales à la Division des Statistiques Démographiques.
- Le 4 octobre 2000, l'Inspection a supervisé **le rattachement** du bureau du Commerce Extérieur et de la Balance des Paiements et du Bureau des Prix à la Division des Statistiques Economiques.

- Le 4 octobre 2000, l'Inspection a également supervisé **le rattachement** du bureau d'études à la Division des Synthèses et Projections Macro-économiques.
- Le 13 octobre 2000, entre Monsieur **Cheihna Kamara** chef du service Administratif et Financier sortant et Monsieur **Moumar Mbengue Diouf** chef du Service entrant .

## **REUNIONS DE COORDINATION DE L'INSPECTION DES FINANCES**

L'Inspection de la DPS participe régulièrement aux réunions de coordination des Inspecteurs convoquées par le coordinateur de l'Inspection des finances du MEFP.

## **RAPPORTS**

L'inspection des services a élaboré au cours de l'année 2000 les rapports suivants :

- Rapport sur le stock du matériel du RGPH dans les services régionaux (Août 2000)
- Rapport de mission sur les dispositions à prendre dans les services régionaux avant le dénombrement du RGPH .
- Rapport de mission sur les passations de service dans les Services Régionaux - Octobre 2000 .
- Rapport de mission sur la situation des archives de la DPS et de l'état des lieux du sous-sol de la DPS -Décembre 2000 .

## **EQUIPEMENT**

En decembre1998, l'inspection a été dotée d'un micro-ordinateur ce qui renforcera son autonomie dans la confection des rapports et autres travaux de nature confidentielle. La poursuite de cet équipement est souhaitable .

## **D / AUTRES TRAVAUX**

Au-delà de ces activités de contrôle, et de coordination des services régionaux, l'inspection a été chargée dans le cadre de l'appui au Directeur dans le traitement des dossiers ci-dessous :

- Reclassement des agents techniques de la statistique ;
- Etude des modalités réglementaires pour la mise en place et le fonctionnement du compte de commerce de la DPS qui doit entreprendre une vente de ses produits ;
- Dossier de Formations continues : stage, séminaires, voyage d'études du personnel;
- L'inspection est également chargé de la coordination des travaux des structures régionales de la DPS

# **BUREAU DE LA DOCUMENTATION, DES PUBLICATIONS ET DE LA DIFFUSION**

Le Service de la Documentation des Publications et de la Diffusion a pour tâches principales: l'enregistrement et le classement des ouvrages et publications; de la tenue de la salle de lecture (consultation et prêts de documents); l'impression des travaux de la direction ; la diffusion des publications de la Direction; la gestion des archives de la Direction.

Il comprend :

- le bureau de la documentation et des archives;
- le bureau de l'impression et de la reprographie;
- le bureau de la diffusion et des ventes.

## **I ACTIVITES**

### **1) le Bureau de la documentation et des archives:**

Il est géré par une archiviste affectée depuis septembre 2000. Il a deux activités principales :

- la gestion du fonds documentaire qui comprend les publications de la Direction et les ouvrages étrangers. Il sont mis à la disposition du public pour une consultation gratuite. Un registre des utilisateurs a été institué depuis le mois d'août. A la date du 31/12/2000 plus de 500 chercheurs toutes catégories confondues ont eu à fréquenter le centre. Pour une meilleure utilisation et une recherche plus rapide, un nouveau plan de classement a été élaboré concernant les ouvrages étrangers. Des ouvrages neufs ont été achetés ou même offerts gracieusement par l'Institut de Recherche en Développement ( ex ORSTOM) et la GTZ.
- La gestion des archives: sur ce plan aucune action concrète n'a encore été entreprise. La salle d'archives n'étant pas encore fonctionnelle, seules quelques archives stockées au niveau de la salle de lecture et de certains bureaux y ont été transférées. Des actions sont prévues pour 2001 après les travaux de désengorgement et de réfection déjà entrepris.

### **2) Le Bureau impression et reprographie :**

Il est dirigé par un agent d'administration qui est secondé par un imprimeur ce dernier est chargé de toute la reproduction et de l'impression des publications de la DPS. Ils ont au courant de l'année 2000 effectué plus de trois mille tirages portant sur pratiquement l'ensemble des publications de la DPS, notamment : la situation économique et sociale de 1999, la note de conjoncture des trois derniers trimestres de l'an 2000, les tableaux

de bord de l'économie sénégalaise , la note d'analyse du commerce extérieur de 1999, etc...

### 3) Le Bureau de la diffusion et des ventes

Il est dirigé par un agent technique de la statistique. Il est chargé des abonnements et des ventes de toutes les publications dont les recettes sont versées mensuellement au trésor. Celles-ci ont connu, pour l'exercice 2000, une hausse de 87,31% par rapport à l'année dernière ainsi qu'à celles de 1997 et 1998. Elles s'élèvent à la somme de 3.303.000 FCFA et se répartissent comme suit : 1.903.000F en espèces et 1.400.000 F en chèques (voir tableau joint en annexe)

## II PERSPECTIVES

En vue de moderniser le fonds documentaire du Service de la Documentation, un projet d'informatisation est en cours. Des contacts ont été pris au niveau de certains bailleurs en vue de son financement. Il est aussi envisagé de mettre certaines publications de la DPS sous forme de fichiers, de confectionner des plaquettes dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la démographie.

<b>Etat récapitulatif des versements de l'année 2000</b>				
	Date	versement Numéraire	versement Chèque	total
	01/02/00	88 000	0	<b>88 000</b>
	02/03/00	227 000	0	<b>227 000</b>
	03/03/00	0	750 000	<b>750 000</b>
	03/04/00	189 000	0	<b>189 000</b>
	08/05/00	130 000	0	<b>130 000</b>
	30/05/00	176 000	0	<b>176 000</b>
	04/07/00	194 000	0	<b>194 000</b>
	31/07/00	185 000	0	<b>185 000</b>
	28/08/00	129 000	0	<b>129 000</b>
	29/09/00	88 000	0	<b>88 000</b>
	03/11/00	169 000	0	<b>169 000</b>
	05/12/00	0	650 000	<b>650 000</b>
	05/12/00	272 000	0	<b>272 000</b>
	31/12/00	56 000	0	<b>56 000</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>1 903 000</b>	<b>1 400 000</b>	<b>3 303 000</b>

## **DIVISION DES ENQUETES DEMOGRAPHIQUES ET SOCIALES (DEDS)**

La Division des Enquêtes Démographiques et Sociales est chargée de la conception, de l'exécution, et de l'analyse :

- des enquêtes
- des recensements démographiques et socio-économiques auprès des ménages.

**Elle est organisée en quatre bureaux :**

- Le Bureau des Etudes et Statistiques Sociales ;
- Le Bureau des recensements et des enquêtes ;
- Le Bureau de Suivi des Conditions de vie des Ménages ;
- Le Bureau du traitement de l'Information.

Ce présent rapport retrace les travaux courants de la DEDS durant l'année 2000.

### **I Le Bureau des Etudes et Statistiques Sociales**

Ce bureau est chargé de la collecte des données sur les revenus, le patrimoine des ménages, le logement et les conditions de vie. Il est également chargé de la conception et de l'élaboration d'indicateurs permettant de suivre la politique sociale du pays.

Durant l'année 2000, les activités du bureau ont porté sur :

**1** la préparation, l'exécution et l'analyse de l'enquête sur les objectifs de la fin de la décennie sur l'enfance (MICS-II). L'enquête MICS de 2000, la deuxième du genre après celle de 1996, fait partie du Programme Mondial d'Assistance de l'UNICEF, pour la collecte, le traitement et l'analyse des données relatives à la survie, au développement et à la protection de l'enfant. Elle a permis de collecter des informations représentatives, tant au niveau national que régional. Cette étude vise principalement à aider le gouvernement et les partenaires bilatéraux tel que l'UNICEF à évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de la décennie du programme national en faveur de l'enfance.

**2 l'élaboration et la publication du bulletin bimestriel de statistique.**

Le retard dans la publication de ce bulletin a été résorbé, grâce au dynamisme de son responsable.

### **Perspectives**

Le bureau compte réaliser les activités suivantes :

- les analyses approfondies des données de l'enquête MICS-II ;
- le redémarrage de la publication du tableau de bord ;
- la relance des activités de l'Etat civil

## **II Le Bureau des recensements et des enquêtes**

Le bureau des recensements et des enquêtes démographiques est chargé de la conception, de l'organisation technique, de l'exécution et de l'analyse des enquêtes et recensements confiés à la Direction de la Prévision et de la Statistique.

Aussi, c'est dans le cadre de cette mission que la principale activité du bureau reste la réalisation du prochain recensement dont la collecte est prévue pour Octobre 2001.

Une activité essentiellement centrée sur les travaux préparatoires dominés, en grande partie, de compléments cartographiques. Une situation qui résulte du report en Octobre 2001, de la collecte initialement prévue en novembre 2000.

Signalons qu'au moment du report, certains travaux étaient entièrement exécutés. Il s'agit en particulier:

- De l'examen du questionnaire, dont la maquette est disponible pour le tirage.
- Du tirage du cahier de visite.
- Des calendriers historiques qui attendent d'être tirés.
- De la prospection d'agents, avec des listes au niveau des régions.
- Des manuels d'instruction, également à tirer.
- De l'estimation des nombres d'agents selon diverses catégories ( agents recenseurs, contrôleurs et superviseurs).
- De l'estimation du nombre de véhicules

D'autres travaux, par contre, étaient entamés et attendent d'être achevés : Il s'agit

:

- De la sensibilisation
- Du découpage en districts.
- De la mise en sacs.

Une autre activité n'est pas encore entamée, mais son exécution tardive peut compromettre la bonne exécution des opérations de collecte, il s'agit de la formation du personnel d'encadrement et de collecte.

Aujourd'hui, le report a occasionné d'autres activités complémentaires que sont:

I - La correction cartographique :

Une équipe d'agents permanents effectue actuellement des opérations de contrôle sur les dossiers venus du terrain. Les erreurs relevées font l'objet de correction, soit au niveau de la salle de dessin, soit au niveau du terrain.

De nos jours, seules les erreurs destinées à la salle de dessin sont entrain d'être examinées. Celles devant faire l'objet de correction sur le terrain, sont en instance, faute de moyens.

L'estimation pour la réalisation des travaux de correction nécessite :

- Le recrutement pour cinq (5) mois de cinquante trois (61) temporaires, dont trente (36) cartographes, quinze (15) chauffeurs quatre (4) dessinateurs et quatre (6) agents d'appui.

- L'utilisation de quinze (15) véhicules.
- L'achat de matériel de bureau et de cartographie
- Des indemnités de déplacement, pour quinze (15) personnes

Les contraintes financières ont conduit à une nouvelle révision budgétaire qui a été soumise aux autorités compétentes.

Les bailleurs devant être sollicités, pour un financement complémentaire, une réunion doit être programmée dans les meilleurs délais.

II- La finalisation du questionnaire et des manuels d'instruction :

Eu égard, à la prise en compte de certaines questions ayant trait à la pauvreté, il est prévu une révision du questionnaire et des manuels d'instruction ( agents recenseurs, contrôleurs et superviseurs).

Enfin, un organigramme du recensement est mis sur pied, avec des missions précises et des échéanciers quant aux actions à mener.

Cependant, il convient de signaler que sans les moyens rien n'est possible et que la mise en place de ces moyens dans les meilleurs délais est un facteur déterminant quant au succès de l'opération.

## **Perspectives**

### **Réalisation d'une enquête sur les migrations et de l'EDS-IV**

#### **III Le Bureau de Suivi des Conditions de vie des Ménages**

Au cours de l'année 2000, les activités du bureau ont porté essentiellement sur 1) la poursuite de la préparation de l'Enquête sur les Priorités de 2000 (ESP II, 2000) prévue initialement dans le cadre du programme d'enquêtes convenu avec la Banque Mondiale, 2) le système d'informations sur les conditions de vie des ménages dans le cadre de la formulation du Programme de Lutte contre la Pauvreté (PLP), 3) la finalisation du rapport sur l'exécution et les résultats de l'étude sur les Associations Sportives et Culturelles (ASC) du Sénégal, 4) la mise à jour de la base de données sur les villages

et 5) la préparation de l'Enquête Sénégalaise Auprès des Ménages. Enfin, parallèlement à ces travaux, les agents du bureau ont participé à d'autres activités, notamment dans le cadre de la préparation du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (actualisation du calendrier historique) ainsi qu'à des séminaires et diverses réunions.

## **1. L'Enquête Sur les Priorités**

La Direction de la Prévision et de la Statistique (DPS) avait envisagé la réalisation d'une Enquête Sur les Priorités (ESP II, 2000) dans le cadre du Programme de lutte contre la Pauvreté (PLP). Elle devait permettre 1) une rapide identification du profil socio-économique des ménages pauvres ou vulnérables aux effets de l'ajustement, c'est-à-dire, les catégories cibles de la population qui méritent une intervention du gouvernement et des partenaires au développement, et 2) de déterminer les mécanismes par lesquels les indicateurs socio-économiques clés peuvent être mesurés et analysés en vue d'aider les pouvoirs publics dans l'évaluation des politiques mises en œuvre.

En effet, les données de l'ESP I qui datent de 1991/92 doivent être actualisées pour la définition d'un nouveau profil de pauvreté plus conforme à la situation économique et sociale actuelle du pays. Si l'Enquête Sénégalaise Auprès des Ménages (ESAM) réalisée en 1994/95, a permis de donner des indications précieuses sur les caractéristiques de la pauvreté, elle est déjà vieille de cinq ans. Aussi, la nécessité de satisfaire la demande actuelle, à savoir la disponibilité d'informations fines à la base a-t-elle conduit à la détermination d'un échantillon pouvant produire des résultats significatifs au niveau départemental afin de prendre en compte les impératifs du processus de décentralisation. L'essentiel des documents techniques (questionnaires, plan de sondage, budget et autres) étaient disponibles et il suffisait de les finaliser. En raison des contraintes liées à la mobilisation de la totalité des fonds nécessaires et à la difficulté de valider les activités prévues dans le PLP pour la période initiale, un certain retard a été accusé. Toutefois, d'un commun accord avec nos partenaires, notamment la Banque mondiale, il a été établi dans le cadre du Fonds d'Investissement Social (FIS), un nouveau programme global d'enquêtes sur la période 2000/2004. Ce programme comprenait deux enquêtes de type ESP, une enquête communautaire, une légère enquête longitudinale annuelle et un certain nombre d'enquêtes qualitatives.

L'équipe chargée de l'enquête a poursuivi les travaux d'adaptation du questionnaire de l'ESPI, travaux qui consistaient à améliorer l'approche méthodologique et à tenir compte des besoins nouveaux. A la suite de l'éligibilité du Sénégal à l'initiative en faveur des PPT, l'ESP II a été remplacée par l'ESAM II dont les travaux préparatoires ont démarré en avril 2000.

## **2. Le Système d'Informations sur les Conditions de Vie des Ménages**

La mise en place d'un système permanent d'enquêtes constitue depuis le début des années 90 une préoccupation majeure de la DPS, préoccupation partagée par des partenaires telles que la Banque Mondiale et l'ACDI. Présentement, le PLP offre un cadre parfait pour la prise en charge de ces questions. En effet, la DPS, principal animateur du volet «suivi des conditions de vie des ménages» devra tirer profit de la mise en place du «système d'informations sur les conditions de vie des ménages et sur

la pauvreté» et le recrutement d'un volontaire des Nations Unies (VNU) pour l'assister dans la mise sur pied et le fonctionnement de l'observatoire en question.

Ce dispositif viserait à assurer une bonne coordination du système avec les autres activités statistiques du pays et à faciliter ainsi le recoupement des données avec celles issues de différentes sources (recensements, archives administratives et d'autres enquêtes indépendantes), portant par exemple sur l'agriculture, l'industrie, le commerce et les prix, entre autres.

A cet effet, un consultant a été chargé de l'évaluation financière de la mise en place d'un tel système. Il a également établi le diagnostic du dispositif existant aussi bien à la DPS que dans les autres administrations, les partenaires au développement, les ONG, etc. Il a défini le contenu du système et son fonctionnement, c'est-à-dire son mode d'alimentation. Des observations et des précisions ont été apportées sur la note d'orientation présentée par ce dernier.

L'objectif principal d'un programme permanent d'enquêtes étant de satisfaire dans le moyen et le long termes les besoins en informations des utilisateurs, sa mise en œuvre doit consister, tout d'abord, à définir de façon claire et exhaustive, l'ensemble des besoins exprimés par les utilisateurs actuels et potentiels. Dans une seconde étape, les producteurs et les principaux utilisateurs devront s'entendre sur les besoins prioritaires et leurs délais de publication en tenant compte des contraintes techniques et budgétaires qui ne manqueront pas de se poser. Une fois que les besoins de données sont précisés, il s'agira de dresser un plan de réalisation des opérations prévues

Le programme devra, en outre, établir un schéma d'organisation permettant de rationaliser la gestion des ressources souvent limitées et d'harmoniser les méthodologies et les concepts utilisés. Il devra être conçu pour permettre un vaste choix de thèmes pour une mesure régulière des changements et l'évaluation des politiques économiques et sociales mises en œuvre. En outre, il doit assurer une couverture et un niveau d'observation conformes aux besoins prioritaires des collectivités locales.

### **3. L'Enquête sur les ASC du Sénégal**

Dans le cadre du «**Programme d'Appui aux Initiatives Locales pour l'Emploi des Jeunes**», le Ministère du travail et de l'Emploi et celui de la Jeunesse et des Sports visent à déterminer les voies et moyens permettant d'introduire dans les ASC, des activités économiques productives génératrices d'emplois. A cet effet, l'assistance de la DPS a été sollicitée pour réaliser une enquête auprès des ASC du Sénégal. L'enquête permettra de dégager un profil des membres et dirigeants des ASC en relation avec les activités économiques exercées ou envisagées par le biais des GIE affiliés. Elle servira également de base de sélection d'une centaine d'entre elles qui feront l'objet d'un test. Ce test portera sur un financement au titre d'apport de capital au profit de petites unités de production généralement dépourvues de toute capacité d'autofinancement. Selon les promoteurs, les ASC sélectionnées pourront bénéficier par l'intermédiaire de leur GIE d'un prêt pouvant atteindre 5.000.000 de FCFA. Le montant du financement global du programme serait estimé à un milliard environ dont 700.000.000 de FCFA destinés au fonds de crédit.

A la place de l'enquête proposée par le commanditaire, la DPS a opté pour un recensement du fait que, en théorie, toutes les ASC sont enregistrées selon la loi et que leur nombre serait estimé à 1500 environ. Le budget de l'enquête s'élève à

30.000.000 de FCFA. Le questionnaire soumis par les commanditaires a été revu et corrigé par l'équipe de la DPS qui a produit les documents d'enquête connexes et défini la méthodologie à adopter.

L'enquête a été réalisée au courant du mois de juillet 1999 en collaboration avec les commanditaires qui ont voulu associer les jeunes dans la phase de collecte. Le bureau a exécuté toutes les phases de l'enquête, y compris le traitement informatique et l'analyse. Un rapport de synthèse sur les résultats de l'enquête a été rédigé et remis au commanditaire. Un résumé du rapport a été produit au cours de l'année en cours de finalisation. Celui-ci a été conçu pour être très détaillé sur des aspects spécifiques de l'activité économique des ASC, aspects qui intéressent particulièrement les utilisateurs.

#### 4. La Mise à Jour de la Base de Données sur les Villages

Cette opération a consisté à 1) l'élaboration d'un guide de ciblage des bénéficiaires des projets de lutte contre la pauvreté, 2) la réalisation en avril 2000 de l'enquête commanditée par la Banque Mondiale sur la mise à jour de la base des données sur les villages du Sénégal 3) l'élaboration d'une méthodologie de ciblage des villages d'intervention du FIS. En effet, à défaut de disposer de données récentes d'enquêtes sur les conditions de vie des ménages, d'autres études de plus petite envergure et moins coûteuses ont été programmées. Les informations issues de cette opération devront permettre, par exemple, de satisfaire un besoin pressant, à savoir une certaine cartographie de la pauvreté. Elles portent sur la disponibilité d'infrastructures socio-économiques de base et l'existence d'organisations communautaires, ce qui permet un classement des villages selon certaines caractéristiques en vue de la mise en place d'une stratégie visant le renforcement des capacités dans ce domaine, aspect déterminant dans la lutte contre la pauvreté .

#### 5. Enquête Sénégalaise Auprès des Ménages

La préparation de l'Enquête Sénégalaise Auprès des Ménages (ESAMII) a commencé avec les séances de travail du 18 au 21 avril 2000 que l'équipe chargée du projet a eues avec l'expert de la Banque Mondiale (BM) chargé de coordonner les activités. Ces rencontres avaient pour objet 1) d'informer la Direction de la Prévision et de la Statistique (DPS) de la mise à disposition de fonds pour la réalisation d'une enquête de type budget consommation (EBC) pour répondre à une situation nouvelle, notamment les besoins exprimés dans le cadre de l'élaboration du Document de Stratégie Réduction de la Pauvreté (DSRP), suite à l'éligibilité du Sénégal à l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTÉ), 2) d'élaborer le budget de ladite enquête, 3) d'arrêter un calendrier et l'organisation des travaux, 4) de dégager les grandes lignes de la méthodologie et de définir le contenu du questionnaire, 5) d'évaluer les besoins en personnel et de mettre en place l'équipe technique restreinte, et enfin 6) de définir les termes de référence pour un consultant en sondage.

Il faut rappeler que la mise en œuvre du nouveau projet a entraîné une modification du programme d'enquêtes pour 200-2004, élaboré d'un commun accord par la BM et la DPS. Ce programme dont les travaux étaient déjà très avancés, visait, pour l'essentiel, les mêmes objectifs que le programme actuel, à savoir l'analyse et le suivi des conditions de vie de ménages et la définition d'un profil de pauvreté. Conçu dans le cadre du suivi des conditions de vie des ménages, il visait également à satisfaire les

besoins des utilisateurs et en particulier ceux des partenaires du Programme de Lutte contre la Pauvreté (PLP), même s'il présente certaines limites par rapport à la demande actuelle. Il comprenait la réalisation de 1) deux Enquêtes sur les Priorités (ESP II et ESP III) sur un échantillon représentatif au niveau départemental, en 2000 et en 2004 respectivement, 2) une enquête annuelle de suivi sur un échantillon plus réduit, 3) une enquête communautaire, et enfin 4) une série d'enquêtes qualitatives dans la période.

Ce programme qui aurait dû démarrer depuis 1999 était mis en instance, pour tenir compte de l'exécution du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) prévue en décembre de la même année. Cette décision, tout à fait justifiée, était fondée sur le fait que les premiers résultats du RGPH permettaient de disposer d'une base de sondage actuelle et d'éviter ainsi de procéder à une actualisation de ladite base et la mise à jour des échantillons. En effet, ces opérations qui prendraient quatre (4) mois de travaux de terrain constituaient aussi une part significative du budget de l'enquête. C'est dans ce contexte que l'ESAM II a été initiée pour remplacer l'ESP II dans le programme global décrit plus haut.

C'est dans ce cadre que l'équipe du projet a participé, du 26 mai au 3 juin à Bamako (Mali) à un séminaire visant une harmonisation des méthodes, concepts et définitions au sein des pays de l'UEMOA devant réaliser une EBC dans la même période, notamment le Mali et la Guinée. Le but visé était de permettre une comparaison spatiale et temporelle des résultats. La méthodologie et les composantes du questionnaire de l'ESAM II y ont été présentées. L'on a également pris bonne note des recommandations concernant la méthodologie, le plan de sondage, le questionnaire et les thèmes à couvrir, y compris le Questionnaire Unifié sur les Indicateurs de Développement (QUID), les dépenses et les pesées, le plan d'analyse, le traitement informatique, l'équipement et la formation du personnel.

Il faut signaler que les travaux préparatoires de l'ESAM ont été effectués avec une équipe réduite qui se limitait au chef de projet, aux trois agents du Bureau des Enquêtes Socio-économiques et au volontaire des Nations Unies (VNU). Le personnel contractuel devant compléter l'équipe restreinte n'a été recruté qu'en début août, c'est-à-dire quelques jours avant la formation de l'enquête pilote.

Concernant l'enquête pilote, le calendrier, le choix des zones, la taille de l'échantillon, le nombre d'enquêteur et l'organisation générale de l'enquête ainsi que l'équipement informatique et matériel et les modalités d'exécution de la collecte et la saisie ont été discutés et adoptés dans la semaine du 6 au 13 juin 2000, de concert avec un des experts de la BM ayant participé au séminaire de Bamako. Suite à la non-disponibilité des moyens matériels et financiers requis ainsi qu'au retard enregistré dans la finalisation des documents d'enquête, la formation de l'enquête pilote de l'ESAM II a été menée du 10 au 31 août 2000, soit un mois après la date initialement fixée.

La formation des enquêteurs et la sélection du personnel de terrain se sont déroulées du 4 décembre 2000 au 26 janvier 2001.

La préparation de la base de sondage a été entamée parallèlement à l'enquête pilote, bien après la date prévue, faute de moyens. Ce travail consistait à dresser pour chaque localité urbaine ou rurale la liste de l'ensemble des districts de recensement (DR) la composant en vue du tirage des unités primaires de l'échantillon proportionnellement à la taille. L'exploitation des données sur les districts de recensement est terminée et a permis le tirage de l'échantillon de l'enquête.

Au moment de la rédaction de cette note, la finalisation des documents d'enquête est presque terminée alors que l'écriture des programmes de saisie se poursuit.

Toutefois, au plan matériel et financier des incertitudes demeurent, concernant notamment la mise en place des fonds et la disponibilité de tout le matériel nécessaire au démarrage de l'enquête si l'on tient compte des procédures de marché. Ainsi, le retard déjà enregistré dans la mise en place des moyens matériels et financiers, et par suite, dans le plan d'exécution des travaux n'a pas permis de respecter les dates initialement fixées, qui, il faut le souligner, ont été arrêtées avec une mauvaise appréciation de la charge de travail et la complexité et la lenteur dans les procédures de mise à disposition des fonds. Considérant le retard actuel, le démarrage de la collecte ne peut être envisagé dans le meilleur des cas que dans la deuxième quinzaine de février, ce qui permettrait de disposer des premiers indicateurs issus du QUID en fin avril 2001.

## **Autres Activités**

**6.1.** Participation d'un agent du bureau, membre du comité du "Fonds d'Investissement Social" à la mission de la Banque Mondiale sur le suivi et l'analyse de la pauvreté au Sénégal dans la phase de formulation dudit projet. Il s'agissait de discuter (i) les conclusions et recommandations des différentes études initiées durant la phase de préparation (ii) de passer en revue les composantes possibles du projet et enfin (iii) d'identifier les actions à entreprendre pour l'évaluation et la finalisation du projet.

**6.2.** Participation d'un agent du bureau à un séminaire sur la révision du cadre logique du FIS.

**6.3.** Un agent du bureau a effectué un voyage d'études au Bamako (Mali) du 2 au 10 avril 2000 en vue de s'inspirer de l'expérience malienne en matière de mise en place d'un observatoire de suivi des conditions de vie et d'organisation de tables rondes.

**6.4.** Le chef du bureau a finalisé les opérations d'actualisation du calendrier historique du RGPH dans le cadre des travaux de la commission «Questionnaires et documents d'enquête » qu'il présidait.

## **IV Le Bureau du Traitement de l'Information.**

Ce bureau est chargé du traitement de l'information issue des enquêtes et d'autres sources. Il est le responsable de la formation informatique.

Durant l'année 2000, les activités du bureau sont les suivantes :

### **1. Mise en place d'un réseau INTERNET**

En relation avec la DTAI, la DPS a initié un programme de connexion de tous les bureaux. à INTERNET. Les points suivants ont été réalisés :

- Câblage
- Acquisition d'un serveur
- Acquisition d'un modem et d'un routeur

Cependant quelques problèmes demeurent au niveau du paramétrage et appellent à une collaboration étroite entre la DTAI, la SONATEL et la société SODIMEL qui a en charge la réalisation du système.

Le Bureau du Traitement de l'Information a aussi assisté à toutes les réunions du comité de suivi chargé de piloter le projet de mise en place du site WEB du Ministère de l'Economie et des Finances. Il était particulièrement chargé de mettre à la disposition de la DTAI toutes les productions que la DPS juge utiles de loger sur le site.

## **2. Recensement Général de la Population**

Le Bureau du Traitement de l'Information a procédé à l'exploitation de l'Enquête pilote :

- Ecriture des programmes d'exploitation
- Recrutement d'agents de saisie et de codification
- Formation de ces agents
- Saisie et codification des questionnaires avec la supervision du personnel permanent
- Sortie des résultats.

Les documents techniques provisoires relatifs à la codification ont été produits, il s'agit :

- du manuel de codage destiné aux agents codeurs
- du manuel de traitement destiné à l'encadrement
- du répertoire des codes activités et professions
- du répertoire des lieux de résidence et d'émigration
- du répertoire des langues parlées et ethnies

Dans ce cadre, la DPS a reçu à deux reprises une mission du Bureau Américain du Recensement(Census Bureau) pour un appui technique.

Lors de la première mission, Le BTI a eu à réceptionner et à suivre l'installation d'un important lot de matériel informatique destiné à la cartographie et au traitement des données du RGPH. Il faut d'ailleurs rappeler qu'une deuxième commande de machines destinées à la saisie devait être faite une fois la date du dénombrement fixée, mais cela n'a pas été possible puisque cette date n'est toujours pas connue.

La deuxième et dernière mission s'est plus intéressée à la situation des travaux préparatoires ; Regard porté sur les manuels et le programme de contrôle en ce qui concerne l'informatique.

## **3. Traitement de l'Enquête relative à la confection de la base de données du FIS**

Une exploitation de cette enquête a été réalisée par le Bureau :

- Recrutement d'agents de saisie
- Formation
- Ecriture des programmes
- Exploitation et sortie des résultats

#### **4. L'Enquête MICS**

Cette enquête a connu plusieurs phases :

- Formation sur les logiciels d'exploitation à Abidjan pour un informaticien
- Ecriture des programmes
- Formation des agents de saisie et de contrôle
- Saisie décentralisée au niveau des régions
- Missions dans ces régions pour recueillir les données saisies
- Traitement des données et sortie des résultats

#### **5. L'Enquête Sénégalaise Auprès des Ménages (ESAM)**

- Mission à Bamako (AFRISTAT) d'un groupe d'agents de la DPS comprenant un informaticien pour harmoniser les concepts et la méthodologie d'enquête, un document a d'ailleurs été produit.
- Exploitation du questionnaire QUID avec l'appui d'un expert venu de la Banque Mondiale.
- Poursuite de l'écriture des programmes d'exploitation de l'Enquête.

#### **6. Divers**

- Mise en place d'une adresse E-MAIL pour la DPS : [DPS@telecomplus.sn](mailto:DPS@telecomplus.sn)
- Suivi du parc informatique(acquisitions et pannes)

## **V Autres activités de la DEDS**

Le chef de la division en sa qualité de membre du comité technique sur les questions de population a participé à la validation du document intitulé « Opération Nationale d'évaluation de la Politique de la Population (ONEP) ».

Lors des travaux préparatoire du RGPH-III, la division a reçu deux missions du Bureau of Census des Etats Unis d'Amérique.

Deux agents de la division ont bénéficié d'une formation d'un mois aux USA sur l'échantillonnage et sur un logiciel qui sert à dessiner des questionnaires.

## DIVISION DES STATISTIQUES ECONOMIQUES ET DE LA COMPTABILITE NATIONALE

La Division des Statistiques Economiques est de la Comptabilité Nationale comprend :

- Le bureau de la Comptabilité Nationale ;
- Le Bureau des Entreprises et de la Production Industrielle ;
- Le Bureau des Echanges Extérieurs
- Et le bureau des Prix.

Au cours de l'année 2000, la Division a entrepris plusieurs chantiers, notamment dans les domaines de la comptabilité nationale. Par ailleurs, les agents de la Division participent activement aux activités menées au sein de la Direction pour l'élaboration du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP), les budgets économiques et le suivi de la conjoncture économique.

### **BUREAU DE LA COMPTABILITE NATIONALE**

Ce bureau est chargé de l'élaboration de la méthodologie de l'établissement des comptes et de la centralisation de l'ensemble des données nécessaires à la compilation des comptes nationaux.

Au cours de l'année 2000, les travaux du bureau de la comptabilité nationale se sont poursuivis suivant quatre axes : les Comptes nationaux, le Suivi des Rencontres périodiques, les Séminaires et les Autres Activités.

#### **1. les comptes nationaux**

Le bureau a bouclé la campagne des comptes économiques de 1997. Ces comptes ont été élaborés selon le schéma de la base 1987. Les travaux pour la confection des comptes de 1998 ont aussi démarré au mois d'août 2000. Au sein des différentes sections du bureau, les travaux qui ont permis la synthèse se sont déroulés normalement.

## **a- la section du secteur Primaire**

Les activités professionnelles au niveau du secteur se sont orientés vers la collecte et l'exploitation des statistiques du secteur primaire.

### La collecte des données

Elle a eu lieu auprès des Directions concernées par le secteur primaire (Direction de l'Agriculture, Direction de l'Horticulture, Direction de l'Élevage, Direction des Eaux et Forêt, Chasse et Conservation des Sols). Ces données en input ne font pas encore l'objet de document déposé à la DPS à l'image des documents CUCI. Le responsable a effectué les opérations de terrain nécessaires pour compléter les informations concernant l'année 1998 et recueillir celles relatives à l'année 1999.

### L'exploitation des données

Après la collecte des données sur l'agriculture, l'élevage et la forêt, on procède à la conversion en langage comptabilité nationale, à la saisie, à la valorisation et au calcul des indices de prix et de volume. En plus des travaux relatifs à l'année 1997, la synthèse a été bouclée pour l'année 1998.

## **b- la section des Institutions financières et du reste du monde**

La section des « institutions financières », gère et exploite l'information comptable des Banques, des Etablissements financiers et des Sociétés d'Assurance, soumis au plan comptable sénégalais. Les travaux courants consistent en la collecte des documents comptables des entreprises du secteur et leur exploitation en vue de la confection des comptes économiques du Sénégal.

### la collecte des documents comptables

A défaut de pouvoir disposer des Documents comptables des banques et établissements financiers, la Direction de la Prévision et de la Statistique (DPS) envoie

au début de chaque année, un questionnaire à la B.C.E.A.O. - Agence (Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest) pour recueillir les statistiques les concernant. En 2000, une collaboration avec l'Agence nationale de la B.C.E.A.O. a permis les travaux de synthèse de 1998. Ce travail a été facilité par la mise en place d'une base de données en 1999 et qui avaient permis d'obtenir l'information de façon plus détaillée et dans les meilleurs délais. Nonobstant, la bureau souhaiterait disposer de tous les documents comptables pour pouvoir une analyse correcte sur la base d'une bonne documentation sur place.

Par ailleurs, conformément à la lettre N° 302/M.E.F./ de la Direction de la Statistique du 03 Mai 1982, la DPS devrait-elle recevoir chaque année les documents comptables des compagnies d'Assurance. Mais à défaut de les obtenir, le responsable s'adresse à la Direction des Assurances pour les récupérer. Cette opération prend beaucoup de temps à cause surtout des nombreux rendez-vous et du manque de téléphone.

### L'exploitation des documents

Au fur et à mesure de la réception des documents des compagnies d'Assurance la saisie se fait automatiquement avec de fréquents retours auprès des structures sources pour des compléments d'information. Il est prévu, de temps en temps, des séances de travail avec le responsable du bureau pour résoudre certaines difficultés liées en l'enregistrement en langage comptabilité nationale. Après la saisie, les incohérences sont recherchées et corrigées, puis les comptes sont finalisés.

### **c- la section des Administrations publiques**

L'activité en 2000, au niveau de la section des Administrations Publiques est marquée par la poursuite des travaux courants. Ils consistent à collecter l'information au niveau des démembrements de l'Etat et à la traiter. Pour cette année, le travail a consisté surtout à compléter et traiter les informations relatives aux Organismes Divers d'Administration Centrale (ODAC) qui n'avaient pas encore fourni les informations pour les années 1997, 1998 et 1999 et de les intégrer dans les comptes nationaux.

## **2. Les Séminaires**

Le responsable du secteur primaire a assisté au séminaire de présentation des résultats du recensement national de l'Agriculture relatifs à la campagne 1998/99 qui s'est tenu du 4 au 6 décembre 2000. Egalement, il a participé au Groupe de Travail Pluridisciplinaire (GTP) de suivi de la campagne agricole tenu à Dakar le 12 décembre 2000.

Le chef du bureau de la comptabilité nationale a participé, du 20 au 24 mars à Addis-Abeba (Ethiopie), à l'atelier sur les comptes des sociétés dans le cadre du SCN 1993 avec un accent particulier sur les liens entre la comptabilité privée et la comptabilité nationale.

Il s'est ensuite rendu à Abuja (Nigeria) du 9 au 11 octobre 2000 pour assister à la réunion du comité ad hoc sur l'harmonisation des comptes nationaux de la CEDEAO. Lors des séances de travail les priorités de la CEDEAO en matière de statistique, l'expérience de l'UEMOA dans la mise en œuvre du mécanisme de surveillance des critères de convergence macro-économiques et de l'harmonisation des comptes nationaux, des indices de prix et du cadre des finances publiques ont été les principaux points examinés.

### **3. Autres activités**

La recherche documentaire : les agents du bureau ont été très actifs dans ce domaine. Ils ont continué d'exploiter la documentation mise à disposition.

Ils ont participé aux travaux permettant la rédaction de la situation économique du Sénégal, en particulier les chapitres sur les comptes économiques, les Institutions Financières sont traités par des agents du bureau.

Les présentations des méthodes utilisés dans le cadre de l'élaboration des comptes économiques ont été faites par les responsables de secteur durant les mois de septembre et octobre.

Les agents du bureau ont participé au séminaire de formation sur l'analyse des liasses fiscales du SYSCOA organisé par la DSECN du 15 au 18 novembre 2000.

Dans le cadre de l'implantation du module ERETES, comme outil d'aide à l'élaboration des comptes nationaux, et à la mise en œuvre du SCN 1993, le bureau de la comptabilité nationale a reçu une mission d'AFRISTAT du 20 au 24 novembre 2000. Avec l'appui de cette mission et avec la participation d'agents des autres divisions, le bureau s'est attelé à la mise en place de la nomenclature des activités et des produits et au recensement des sources devant alimenter le cadre comptable d'ERETES.

### ***BUREAU DES ENTREPRISES ET DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE***

Conformément au programme de travail de la Division des Statistiques Economiques et de la Comptabilité Nationale, les travaux assignés au Bureau des Entreprises et de la Production Industrielle portent essentiellement sur l'élaboration des statistiques des entreprises, l'établissement du NINEA, l'élaboration de l'indice de la production industrielle et la gestion des statistiques du secteur informel.

Dans le cadre de leurs attributions , les agents du bureau ont eu à mener, à la fois, des activités courantes liées à leurs attributions et des activités ponctuelles liées à des missions spécifiques qui leur sont confiées.

#### **1. Les activités courantes**

A la clôture de chaque exercice comptable, les entreprises implantées au Sénégal sont tenues de déposer à la DPS, trois exemplaires de leurs documents de fin d'exercice dont les données seront exploitées dans le cadre de la réalisation de la Banque de Données Economiques et Financières (BDEF).

Durant l'année 2000, les agents ont finalisé la saisie des documents comptables de 1997 entamée en 1999. Ce travail qui était effectué par des agents d'appui, est maintenant effectué, cumulativement avec leur participation aux travaux de comptabilité nationale, par les responsables de branche afin de réduire les erreurs de saisie.

Pour une couverture plus large du champ, une campagne de relance des entreprises n'ayant pas déposé leurs documents comptables de 1997, 1998 et 1999 a été organisée parallèlement aux travaux de saisie. Elle a permis la réception d'un lot assez important de documents comptables qui ont aussi été exploités.

L'étape suivante a consisté à corriger les erreurs décelées au moment du contrôle de cohérence des données. Après avoir effectué tous les contrôles prévus et réalisé les équilibres indispensables, la BDEF a été tiré et transmis au Service de la Documentation et des Publications qui a en charge l'édition et la diffusion.

Au total, 1097 documents comptables qui ont été réceptionnés pour l'année 1998 et 1045 pour 1999.

Toutefois, l'adoption du Système Comptable Ouest Africain (SYSCOA) entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1998 en remplacement de l'ancien Plan Comptable Sénégalais, a rendu obsolète l'application CUCI qui avait été développée au sein du bureau pour le traitement des documents. Pour cette raison, la saisie des données n'a pas pu se faire pour le moment dans la forme habituelle.

Pour cette raison, les travaux ont été engagés pour établir les comptes rapides sur la base d'un échantillon constant et réaliser une chaîne légère de traitement pour disposer un socle minimal d'informations en attendant la réalisation d'une application complète.

La mise en place de l'échantillon constant a aussi été réalisée et l'application sur les exercices 1997/98 est terminée. En plus, les trois quart des documents des exercices 1998/999 ont été saisis.

Pour une bonne maîtrise de la présentation actuelle des liasses, les agents ont bénéficié d'une deuxième formation sur le SYSCOA du 15 au 18 Novembre 2000.

Les contacts ont été poursuivis avec l'Observatoire Economique de la Pêche au Sénégal (OEPS) et la Direction de l'Industrie dans le cadre du partenariat qui les lie à la DPS.

Dans le cadre du programme pour lequel le Sénégal s'est engagé avec le FMI, l'adoption du NINEA doit être mis en œuvre à fin mars 2001. Ainsi, il doit être utilisé comme clé ou identifiant unique dans les différentes applications des services de la Douane, des Impôts et de la DPS. Dans cette perspective, une réorganisation du Centre National d'Identification (CNI) permet de traiter tous les tous les dossiers reçus dans un délais d'un jour. C'est ainsi que pendant l'année 2000, environ 10 851 entreprises ont été immatriculées portant à un total de 48 395 les entreprises possédant un NINEA.

Quant à la section enquête sur la Production industrielle, les indices du premier trimestre (définitif) et du deuxième trimestre (provisoire) ont été publiés. Des retards importants sont déplorés au niveau des réponses des entreprises. Un programme spécifique a été mis en place pour améliorer l'indice et résorber les retards. Ainsi, des séries de relances ont été faites, en même temps que le dépôt des questionnaires des troisième et quatrième trimestre 2000 pour augmenter le taux de réponses,

## **2. Les autres activités**

Pour les travaux de comptabilité nationale, les responsables de branches sont aussi chargés de faire la saisie de tous les documents comptables des différentes branches qu'ils gèrent.

Après les travaux de synthèse des comptes, ils ont rédigé des rapports de branche pour expliquer les tendances observées dans les différents comptes sectoriels.

Un rapport sur la méthodologie d'élaboration de ces comptes a été aussi fourni par les responsables de branche suivi d'une série d'exposés durant lesquels ils avaient à répondre aux questions et faire des suggestions en terme de perspectives.

Le Bureau s'est également impliqué, à travers certains de ses agents, dans la rédaction de la Situation Economique et Sociale du Sénégal et dans les travaux sur les Budgets Economiques.

La gestion du questionnaire pour le Bulletin mensuel de statistique de la Division Statistique des Nations Unies revient aussi au Bureau.

Dans le cadre de la mission de consultation du Fonds Monétaire International au titre de l'article IV et de la revue du programme 1999, certains agents du bureau ont participé aux réunions suivant le planning qui a été fait.

Le Bureau a aussi représenté la DPS à la Foire Internationale de Dakar (FIDAK) du 23 Novembre au 05 Décembre 2000 pour le compte du Ministère de l'Economie et des Finances.

Le volume des travaux informatiques au sein de ce bureau exige aujourd'hui la présence à temps plein d'un informaticien d'un niveau minimal d'analyste programmeur pour l'élaboration et la maintenance des applications qui y sont hébergées.

## **D- BUREAU DES ECHANGES EXTERIEURS**

Le bureau des échanges extérieurs, composé actuellement de trois agents, est chargé de l'élaboration des statistiques du commerce, de leur suivi et de leur diffusion, d'une part, et du suivi de la balance des paiements. A ces tâches menées de façon quotidienne, s'ajoutent d'autres activités exécutées pour le compte de la Direction, notamment de la division d'appartenance, la Division des Statistiques Economiques et de la Comptabilité Nationale et de toutes les structures intéressées par les statistiques sur les échanges extérieurs. Ces activités réalisées au cours de l'année 2000 se répartissent en deux parties:

- les activités courantes;
- les autres activités.

### **1. Les activités courantes**

Les travaux courants exécutés vont de la collecte à la diffusion des informations sur le commerce extérieur et la balance des paiements.

#### **a. Collecte et traitement des données**

La collecte se réalise auprès des opérateurs économiques pour le redressement des statistiques du commerce extérieur et sur support magnétique pour le traitement des données douanières par Eurotrace National. Elle consistait à la:

- Préparation et l'envoi des questionnaires auprès des opérateurs pour les corrections des données de l'année 1999.

- Réception des fichiers de déclarations en douane, pour l'année 2000. Cette année, les données proviennent directement des services de la Direction des Systèmes Informatiques Douaniers contrairement aux années antérieures où elles étaient centralisées au niveau de la Direction du Traitement Automatique de l'Information.

- Un ITS a été recruté pendant trois mois pour les besoins de la saisie des données collectées à la suite de l'enquête sur le commerce extérieur portant sur les filières des produits de la pêche et des fruits et légumes pour la période 1996-1998, exécuté en 1999 sur financement du budget d'équipement.

- Correction interne (logiciel Eurotrace) des données de 1999 et transmission d'un jeu de listings à la BCEAO pour l'élaboration de la Balance de Paiements.

- Extraction de données pour les besoins du Centre Informatique Communautaire de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CIC/CEDEAO).

- Extraction des données pour les missions de l'Union Economique et Monétaire (UEMOA) et de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA).

#### **b. Analyse et diffusion**

Le bureau a eu à réaliser plusieurs notes et contributions dans le cadre des missions des organisations internationales et des campagnes économiques et financières:

- Note de contribution au document cadre de politique économique et du programme économique et financier du Sénégal

- Note à l'attention du ministre sur les principaux produits et les principaux partenaires

- Note de contribution aux travaux du Comité National de Politique Economique (CNPE) dans le cadre de la surveillance multilatérale des politiques macro-économiques au sein de l'UEMOA

- Réponse à tous les questionnaires des organisations nationales et internationales (Direction Générale des Impôts et Domaines, Représentations diplomatiques au Sénégal, CIC/CEDEAO, FMI, FAO, et Nations Unies)

- Publication de la note d'analyse du commerce extérieur de 1999 et du chapitre commerce extérieur édition 1999 de la situation économique et sociale du Sénégal.

- Publication de l'annuaire 1999 des statistiques du commerce extérieure du Sénégal.

- Vente d'informations commerciales sur papier A4 à partir du logiciel Eurotrace.

### **c. les autres activités**

Au cours de l'année 1999, le bureau a eu à représenter la Direction dans différentes réunions s'établissant comme suit:

- Réunions du Comité National de l'UEMOA

- Réunion de validation de la balance des paiements 1999.

- Rencontre avec la Direction Générale des Douanes et la BCEAO dans le cadre des missions de consultations du FMI au titre des revues de programmes.

- Atelier de formation sur les états SYSCOA.

- Réunions des campagnes budgets économiques.

- Réunions mensuelles sur les tableaux normalisés du FMI

- Le bureau des échanges extérieurs a eu à recevoir, comme d'habitude, des missions circulaires de l'UEMOA, de la CEDEAO et de la CEA. Les entretiens portaient sur les méthodes d'élaboration des statistiques du commerce extérieur et sur la collecte d'informations.

- Collaboration suivie avec les services de la Fondation du Trade Point, la Direction du Commerce Extérieur, le COSEC et la BCEAO dans la mise en place du logiciel de consultation de la base de données du commerce extérieur.

# LE BUREAU DES PRIX

## 1. Les travaux courants

Durant l'année 2000, le bureau des prix a exécuté les tâches inscrites dans ces termes de références. Il s'agit :

- des relevés quotidiens, hebdomadaires et mensuels des prix des variétés retenues dans l'échantillon ;
- de la saisie de ces données ;
- du calcul mensuel de l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) de Janvier à Décembre 2000 et de sa publication.

Il a aussi procédé à la mise à jour régulière du panier de l'indice harmonisé et de la base de données y relative. Cette base est élaborée sur tableur Excel.

## 2. Autres activités

Au cours de l'exercice 2000, le bureau a répondu à diverses sollicitations des autorités et du privé. C'est ainsi qu'il a produit à l'attention des autorités une note sur l'incidence du TEC sur l'évolution des prix à la consommation du mois de janvier 2000. Pour la prise en compte des effets de la hausse des hydrocarbures sur l'indice des prix à la consommation, des simulations ont été faites en Février puis en Août 2000 à la demande des autorités. Il en est de même au moment de la discussion sur les prix des transports.

L'adjoint au chef du bureau a été sollicité par Afristat pour la mise à jour de la Base de sa base pour le site Internet de cet institut.

Le bureau a publié la Note sur l'évolution des prix de l'année 1999 et celle sur l'évolution des prix durant le premier semestre de l'année 2000.

Le bureau a terminé les travaux sur les prix pour la situation économique 1999 et prépare l'édition de 2000.

Le Bureau a appuyé la Direction Générale des Impôts et Domaines pour l'actualisation des barèmes appliqués sur les terrains .

## 3. Réunion – Séminaire - Stage et Formation

Le chef du Bureau des prix a pris part du 21 février au 03 Mars 2000 au Cours sur les statistiques des Prix organisé par le Département Statistique du FMI au Centre de formation de Banque Fédérale Sud Africaine à Prétoria en Afrique du Sud. Il s'est rendu à Abuja (Nigéria) du 10 au 14 octobre 2000 pour participer à la réunion du comité ad hoc de préparation de l'exécution du programme statistique de la CEDEAO. Cette réunion conjointe Prix et Comptabilité Nationale avait pour objectif d'harmoniser les méthodes d'élaboration des comptes et de calcul d'indices des prix à l'image de ce qui se fait à l'UEMOA.

Le bureau a été représenté :

- le 30/08/2000 à la réunion sur le Document « Révision du Bulletin de la Commission d'officialisation des Prix (BCOP) » au Ministère de l'Équipement.
- du 28 novembre au 1<sup>er</sup> décembre 2000 au Séminaire de formation sur les techniques d'analyse de l'évolution des indices de prix à Bamako (AFRISTAT).

Il a reçu du 10 au 12 avril 2000 une mission circulaire de l'informaticien de la commission de l'UEMOA pour l'installation du logiciel CHAPO sur la nouvelle machine et la réduction de la taille de la base de données de l'IHPC pour accélérer la vitesse d'exécution des calculs.

#### **4. Perspectives**

Dans son agenda de l'année 2001, le Bureau des prix a inscrit les activités suivantes :

- Production et publication de l'indice harmonisé sur les 12 mois de 2001 sur base 100 en 1996.
- Production et diffusion de la note annuelle sur l'évolution de l'IHPC en 2000 et de la note semestrielle sur l'évolution de l'IHPC en 2001.
- Rédaction du chapitre prix de la situation économique 2000.
- Supervision de l'observation des prix à la consommation dans les 9 capitales régionales hors Dakar.

La Division des Statistiques Economiques (DSE) est en charge l'élaboration des comptes de la nation, la gestion du Centre Unique de Collecte de l'Information (CUCI) et du Centre National d'Identification (CNI). La DSE collecte et analyse de l'information sur le Secteur informel. Elle mène également les enquêtes directes de conjoncture pour l'élaboration de l'Indice de la Production Industrielle.

### **DIVISION DES ETUDES ET PROJECTIONS MACRO-ECONOMIQUES**

La Division des Etudes et Projections Macro-économiques (DEPM) est chargée de :

- ? La coordination des campagnes de budgets économiques en relation avec les directions et services techniques relevant des différents ministères : Ministère de l'économie et des finances, Ministère de l'agriculture et de l'Élevage, Ministère du plan, Ministère de l'environnement et de la protection de la nature, Ministère de la pêche et des transports maritimes, Ministère de la fonction publique, du travail et

de l'emploi, Ministère de l'équipement et des transports aériens et Ministère du tourisme, de même que la BCEAO/Agence nationale.

- ? L'élaboration du Rapport Economique et Financier (REF) à annexer à la loi des finances.
- ? La coordination des activités du Comité national de suivi de la production (CNSP), qui regroupe l'ensemble des représentants des ministères cités plus haut ainsi que les organisations socio- professionnelles et la confection du rapport trimestriel des indicateurs de suivi de la production.
- ? Du suivi de la matrice des mesures du Programme économique et financier conclu avec le Fond Monétaire International (FMI) et la Banque mondiale au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel Renforcée (FASR).
- ? L'élaboration des estimations et projections du taux de croissance économique sur la base du suivi conjoncturel des principaux indicateurs économiques, des hypothèses et des perspectives dans les différents secteurs.
- ? La contribution au rapport trimestriel du Comité National de Politique Economique (CNPE), dans le cadre de l'UEMOA.
- ? L'élaboration de la "Note de conjoncture" trimestrielle, du "Tableau de bord de l'économie sénégalaise" bimestriel. Des contributions sont également faites dans l'élaboration du document "Situation Economique et Sociale du Sénégal".

La Division des Etudes et Projections Macro-économiques regroupe onze (11) agents dans trois (3) bureaux :

- *le Bureau des Synthèses Conjoncturelles,*
- *Le Bureau des Etudes et de la Programmation,*
- *Le Bureau des Projections Macro – économiques.*

## **1- TRAVAUX COURANTS**

Au cours de l'année 2000, les agents de la division ont procédé à la collecte, au dépouillement et à l'analyse des informations recueillies sur l'ensemble des secteurs suivants :

**1- l'Environnement international** : les indicateurs suivis concernent les taux de croissance économique, l'inflation, l'emploi, les taux de change, le commerce international et l'évolution des cours des matières premières. Les données sont suivies sur toute l'année grâce à l'exploitation de documents extérieurs reçus par correspondance ou par l'intermédiaire d'organismes internationaux résidents.

**2- L'Agriculture** : en plus du suivi de la situation de la campagne agricole, les indicateurs concernent les emblavures, les semences, les engrais, la pluviométrie, les productions et les prix au producteur. Les informations sont collectées régulièrement au niveau des différentes structures administratives et techniques (Direction de l'Agriculture, Direction de l'Horticulture, SONACOS, SODEFITEX, etc...).

**3- La Pêche**, notamment les productions et les exportations ; **l'Élevage**, avec des données sur les effectifs et les productions dérivés, ainsi que la **Forêt** et la sylviculture. Les informations sont respectivement obtenues auprès des structures officielles : la Direction de l'Océanographie et des Pêches Maritimes (DOPM), la Direction de l'Élevage (DIREL) et la Direction des Eaux, Forêts, Chasse et Conservation des Sols (DEFCCS).

**4- Le secteur secondaire** avec des indicateurs sur les productions de ciment (SOCOCIM), de phosphates (SSPT), de produits dérivés des ICS, des produits arachidières de la SONACOS et la consommation d'électricité, des produits pétroliers de la SAR et ceux des Salins du Sine Saloum.

**5- Le secteur tertiaire**, avec les données sur les trafics des chemins de fer, du Port Autonome de Dakar et de l'Aéroport de Dakar. Les activités du Tourisme et des Télécommunications sont également suivies. Il a été aussi procédé à la revue et à la correction définitive des séries de 1998 et 1999.

**6-** L'analyse trimestrielle de l'**indice harmonisé des prix à la consommation** confectionné au niveau du Bureau des Prix de la Division des Statistiques Economiques et des Comptes Nationaux..

**7- La monnaie et le crédit** avec le suivi des états mensuels de la situations des Institutions Monétaires (source : BCEAO), notamment la masse monétaire et ses composantes, les taux débiteurs et créditeurs appliqués par les banques commerciales, l'évolution du taux d'escompte de la Banque centrale, l'évolution de l'encours des crédits à l'économie et l'évolution de la situation monétaire intégrée

**8- la Dette extérieure** : il s'agit essentiellement du dépouillement mensuel des statistiques relatives aux ordonnancements de la dette extérieure directe et du suivi trimestriel de l'encours de la dette extérieure, des nouveaux engagements et des tirages sur emprunts.

**9- La Balance des Paiements** : elle concerne les prévisions, les estimations et projections de la balance des paiements en collaboration avec la BCEAO/Agence et les missions du FMI et de la Banque mondiale.

**10- Les Projections macro-économiques** : portant sur l'analyse, les estimations et les prévisions de la croissance économique.

**11- Suivi hebdomadaire des recouvrements des recettes de l'Etat** ; du suivi bi-mensuel de la Position nette du Gouvernement (**PNG**) ; du suivi bi-mensuel sur les ordonnancements des **dépenses publiques**.

Après traitement des données statistiques, il est procédé à l'élaboration de documents parmi lesquels :

- La "Note de conjoncture", édition des premier, deuxième, trimestre et quatrième trimestre 2000 ;
- Rédaction des chapitres : Agriculture, Pêche, Elevage, Tourisme, Institutions financières, Budget de l'Etat et Emploi pour la "Situation économique et sociale du Sénégal - édition 1999".

- Confection et publication du "Tableau de bord de l'économie sénégalaise" pour les six bimestres 2000.
- Rédaction de la "Note d'orientation" pour le démarrage des travaux de la première campagne des Budgets Economiques 2001 et de dégager les tendances de l'activité économique sur la base des résultats du premier trimestre 2000;
- Contributions à la rédaction du Rapport Economique et Financier (REF) annexé au projet de loi de finances pour le secteur réel (croissance économiques en 2000 et perspectives 2001 et 2002).
- Elaboration de la note trimestrielle sur les critères et indicateurs du Programme économique et financier 2000.
- Préparation des projections et du rapport du programme pluriannuel de l'UEMOA

## **2- AUTRES TRAVAUX**

Parallèlement à ces tâches courantes, les agents ont eu à participer à des réunions et séminaires et à mener d'autres activités

### **2.1- Réunions et séminaires**

- Participation à des réunions et ateliers sur les réformes structurelles et sectorielles.
- Rencontres avec les correspondants des principales entreprises pour discuter de leurs perspectives à court terme et des hypothèses retenues dans le cadrage ;
- Réunion sur l'impact de l'application du Tarif extérieur commun (TEC) dans le secteur de l'élevage en Février 2000 à la Direction de l'élevage (DIREL).
- Réunion sur l'examen des termes de référence de l'Etude sur la détermination des domaines et stratégies d'intervention de la coopération allemande en Septembre 2000 à la Direction de la coopération économique et financière (DCEF).
- Réunions hebdomadaires sur la position nette du gouvernement (PNG) à la BCEAO-agence.
- Participation au séminaire-atelier de formation sur les modèles de prévision économétriques organisé par le Conseil Economique et Social.
- Participation du chef de division à la réunion du Comité de Direction d'AFRISTAT en octobre 2000.

- Participation aux travaux des missions du Fond Monétaire International (FMI) et de la Banque mondiale en 2000.

- Séminaire en décembre 2000 à Yaoundé sur les meilleures pratiques en matière de projections macroéconomiques organisé conjointement par Debt Relief International (DRI) et Pôle Dette.

## **- Participation au séminaire de lancement du X<sup>ème</sup> plan de développement économique et social.**

### **2.2 - Groupes de travail**

- Participation aux travaux d'adaptation du modèle du Ministre des finances au modèle de la DPS ;

- Participation aux travaux préparatoires et de suivi du DSRP (Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté)

- Mise à jour des données de base du fichier '**PIB PLUS COMPARABLES**' dans le cadre des travaux d'harmonisation des PIB sur la base des dernières estimations et prévisions;

- Participation aux travaux sur le cadrage macroéconomique, présentation des hypothèses et méthodes d'estimations utilisées pour le secteur réel au groupe de travail;

- Participation au Comité d'Adoption de la Balance des Paiements Extérieurs du Sénégal de 1999 ;

- Participation au Comité interministériel de suivi de la campagne agricole ;

- Participation à la présentation des résultats du recensement national de l'agriculture, séminaire d'évaluation de la session 2000 du Groupe de Travail Pluridisciplinaire (GTP) ;

- Participation aux travaux de mise en place du module ERETES en Novembre 2000 ;

### **2.3 - Autres activités**

- Etudes sur l'Evolution du système bancaire de 1993 à 1999 ;

- Etudes sur l'Evolution de l'endettement extérieur du Sénégal de 1993 à 1999 ;

- Suivi des politiques sectorielles ainsi que les réformes institutionnelles menées et l'exploitation des Journaux Locaux.

- Exposé des méthodes de projections du secteur réel au groupe de travail des budgets économiques ;

- Voyage d'études aux USA sur les réformes du secteur économique au Sénégal organisé par le Département d'Etat Américain en Août 2000 ;

- Fourniture régulière d'information au SICOMEF (Système d'Information et de Communication du Ministère de l'Economie et des Finances).
- Remplissage régulier de questionnaires issus d'organismes internationaux : Nations Unis, Banque Mondiale, FMI etc...

de:

- L'élaboration du rapport économique et financier à annexer à la loi des Finances;

# LES SERVICES REGIONAUX

## **Services Régionaux**

### ***PERSONNEL***

Les effectifs des services régionaux de la statistique n'ont pas connu un renforcement au courant de l'année 2000 . Considérant les enquêtes prévues très prochainement et les départs pour la retraite l'augmentation des effectifs est très souhaitable .

### ***MATERIEL***

Le parc informatique de l'ensemble des services régionaux a été renforcé en 1998 avec l'acquisition pour chaque bureau régional d'un nouveau micro-ordinateur grâce à un appui de l'UNICEF dans le cadre du programme de coopération avec le Gouvernement du Sénégal (mise en place d'une base de données régionales). Cependant leur renouvellement doit être envisagé car de nombreuses pannes ont été signalées au courant de l'année 2000 . Dans le cadre du "PAFIES" un appui de la coopération Française doit prendre en charge le renouvellement du Parc informatique régional au courant de 2001 .

### ***ACTIVITES***

Les activités des services régionaux se sont surtout concentrées dans la collecte de l'information au niveau régional, la publication, les enquêtes et la préparation du prochain recensement de la population.

C'est ainsi que la majeure partie des BR a déjà produit la « Situation Economique Régionale »

La préparation du prochain recensement général de la population a été amorcée dans l'ensemble des régions pour ce qui concerne les opérations de cartographie.

Au-delà de ces activités, les Services Régionaux participent aux activités des Comités Régionaux de Développement (CRD) surtout dans le cadre des comités techniques régionaux dans lesquels ils apportent une contribution importante en données économiques et sociales.

C'est ainsi que les Services Régionaux interviennent dans le cadre de nombreux programmes notamment : Le programme de lutte contre la pauvreté, le plan régional de développement intégré (PRDI), le programme de gestion durable des énergies traditionnelles et de substitution, programme de développement intégré de santé, projet de nutrition communautaire.

Le service de documentation des bureaux régionaux répond également à la demande grandissante en données statistiques des administrations, des chercheurs, des étudiants, élèves et autres utilisateurs.

Les Services Régionaux assistent aussi les demandeurs de NINEA (sociétés, entreprises, associations) pour leurs immatriculations.

### ***perspectives***

Pour l'année 2001, les travaux prévus vont porter essentiellement sur le recensement général de la population, le projet enquête prix dans les capitales régionales, l'élaboration de la situation économique régionale et les travaux courants, l'enquête ESAM2.

Les effectifs des services régionaux de la statistique n'ont pas connu un renforcement au courant de l'année 2000 . Considérant les enquêtes prévues très prochainement et les départs pour la retraite l'augmentation des effectifs est très souhaitable .

## **MATERIEL**

Le parc informatique de l'ensemble des services régionaux a été renforcé en 1998 avec l'acquisition pour chaque bureau régional d'un nouveau micro-ordinateur grâce à un appui de l'UNICEF dans le cadre du programme de coopération avec le Gouvernement du Sénégal (mise en place d'une base de données régionales). Cependant leur renouvellement doit être envisagé car de nombreuses pannes ont été signalées au courant de l'année 2000 . Dans le cadre du "PAFIES" un appui de la coopération Française doit prendre en charge le renouvellement du Parc informatique régional au courant de 2001 .

## **ACTIVITES**

Les activités des services régionaux se sont surtout concentrées dans la collecte de l'information au niveau régional, la publication, les enquêtes et la préparation du prochain recensement de la population.

C'est ainsi que la majeure partie des BR a déjà produit la « Situation Economique Régionale »

La préparation du prochain recensement général de la population a été amorcée dans l'ensemble des régions pour ce qui concerne les opérations de cartographie.

Au-delà de ces activités, les Services Régionaux participent aux activités des Comités Régionaux de Développement (CRD) surtout dans le cadre des comités techniques régionaux dans lesquels ils apportent une contribution importante en données économiques et sociales.

C'est ainsi que les Services Régionaux interviennent dans le cadre de nombreux programmes notamment : Le programme de lutte contre la pauvreté, le plan régional de développement intégré (PRDI), le programme de gestion durable des énergies traditionnelles et de substitution, programme de développement intégré de santé, projet de nutrition communautaire.

Le service de documentation des bureaux régionaux répond également à la demande grandissante en données statistiques des administrations, des chercheurs, des étudiants, élèves et autres utilisateurs.

Les Services Régionaux assistent aussi les demandeurs de NINEA (sociétés, entreprises, associations) pour leurs immatriculations.

### ***perspectives***

Pour l'année 2001, les travaux prévus vont porter essentiellement sur le recensement général de la population, le projet enquête prix dans les capitales régionales, l'élaboration de la situation économique régionale et les travaux courants, l'enquête ESAM2.

# SERVICE REGIONAL DE SAINT-LOUIS

## A) PRESENTATION ET ORGANISATION DU SERVICE

### I) organisation

Officiellement, le Service se compose d'un ITS, son chef, d'un ATS et d'un commis d'administration, ayant été plus à Dakar, dans le cadre d'enquêtes.

### II) Gestion des infrastructures et du matériel

#### A) LE BATIMENT

Un bâtiment de cinq pièces, au rez-de-chaussée de la gouvernance, abrite le service. Dès notre arrivée, nous avons essayé d'améliorer l'éclairage, la sécurité et le confort, notamment, par l'installation de serrures et de vachettes, de lampes, etc. Le recensement a permis de le réfectionner.

#### B) LE MATERIEL DE BUREAU

- Bureau ministre 01 Assez bon état
- Bureau ½ ministre 05 Assez bon état **dont un neuf**
- Table de travail 04 Assez bon état
- Fauteuil 02 Passable
- Chaises en caoutchouc **10 issues du RGPH**
- Chaises bourrées 07 Passable
- Armoire en bois 02 Mauvais état **dont une neuve**
- Armoire en fer 02 Mauvais état
- Clapets (haut) 04 Assez bon état
- Clapets (bas) 03 Assez bon état
- Etagère en bois 01 Bon état
- Etagère métallique 01 Bon état
- Machine RONEO 01 Bon état
- Climatiseur 01 Bon état
- Véhicule (404 ) AD 1160 01 en panne depuis 1992, **déplacé de son endroit**

### **C) LE MATÉRIEL INFORMATIQUE**

- Micro-ordinateur ACER d'interface	01	pannes lecteurs et câble
- Onduleur UPSA	01	Non fonctionnel
- Imprimante Epson FX 1050	01	Réparation au BI (1997)
- Micro-ordinateur portable	01	Fonctionnel
- Imprimante LX 300	01	Fonctionnel
- Micro-ordinateur COMPAQ	01	Bon état
- Onduleur APC	01	Bon état
- Imprimante DEskJET 870 Cxi	01	Bon état

A ce sujet, c'est toujours un plaisir de reconnaître que l'équipement s'est nettement amélioré, étant devenu plus performant, d'où la disparition des problèmes de capacité de mémoire, auparavant déplorés. Mais nous espérons encore mieux.

### **D) LA LOGISTIQUE**

Nous réitérons nos propos des années antérieures, à savoir notre conviction que la Direction s'ingéniera à nous doter de moyens de déplacement, ce qui serait encourageant, surtout dans une région comme Saint-Louis où les véhicules ne sont pas si rares, d'autant plus que dans un passé encore pas trop éloigné, le Service en disposait.

### **E) SITUATION DES CREDITS AU 31 DECEMBRE 2000**

NATURE	MONTANTS	Dépenses liquidées	Dépenses engagées non liquidées	Crédits non employés
Fonctionnement	800 000	799 980	0	20
Eau	100 000	0	0	100 000
Electricité	150 000	66 000	0	159 000
Téléphone	225 000	0	0	150 000
Carburant	500 000	499 832	0	168
Total	1 775 000	1 365 812	0	409 188

## **B) ACTIVITES**

### **I) activités en rapport direct avec la DPS**

#### **Situation économique de la région de Saint-Louis**

En 1999, nous priions les lecteurs de se référer au rapport de 1998, sur ce qui avait déjà été fait. La collecte avait été suspendue, à un certain moment, à cause d'autres urgences. Mais le document vient d'être finalisé. Nous souhaitons sa large diffusion. Nous en avons informé Monsieur le Gouverneur qui a bien accueilli l'information.

#### **RGPH**

Beaucoup d'activités avaient été menées en 1999. Qu'il nous suffise de rappeler que nous avons envoyé à Monsieur le Directeur :

- La situation des DR et des dossiers de candidature, au 30/12/99( 1 page) ;
- Des observations sur le questionnaire et les instructions, que nous reconduisons dans les annexes ;
- Des informations nécessaires, pour l'établissement des listes des personnels, en réponse à une demande de M. Pape Demba DIOUF.

Par la suite, nous avons :

- procédé à un examen par cas des dossiers, qui a abouti à une première présélection ;
- collecté des informations sur les lieux de résidence spéciaux, sur la demande du responsable de la cartographie. Nous les lui avons communiquées par téléphone ;
- recueilli des informations sur d'éventuels formateurs et superviseurs, en nous adressant, en priorité, aux membres du « comité technique régional du recensement ».

Concernant le matériel, nous avons :

- répondu par la lettre 0007 du 19/07/2000 à la lettre 0217 du 12/07/2000 de Monsieur le Directeur, sur la situation du matériel ;

- envoyé, par lettre 0008 du 19/07/2000, une demande de clarification à l'ex – superviseur de la cartographie dans la région.
- eu un entretien, le 14/07/2000, avec le responsable de la cartographie sur la situation des dossiers, la liste des lieux d'habitation spéciaux, pour la population comptée à part. Le travail à faire consistait à mettre à jour les informations sur les dossiers, sachant que le nombre de personnes à former est de 1356 et que le nombre de personnes à recruter est de 1265, actifs, suppléants, contrôleurs et superviseurs, parmi lesquels vont être recrutés les formateurs. On nous avait promis de nous envoyer un tableau que nous attendons. Soulignons, à ce stade, que des calculs que nous avons effectués avaient donné 38 superviseurs et 48 formateurs. Dès lors, les superviseurs ne devraient – ils pas être recrutés parmi les formateurs, plus nombreux, d'une part, et, d'autre part, la formation allant précéder la supervision, au lieu du contraire?

Toujours sur le recensement, nous avons reçu 2065 dossiers de l'administration, 971 de prospection, soit au total, 2435 dossiers, à la date du 27/07/2000. L'ensemble des dossiers ont été traités : saisie d'informations nécessaires à la présélection, avec comme critères, le diplôme, l'expérience professionnelle, les langues locales parlées et la disponibilité. Par ailleurs, nous avons reçu, le 27/07/2000, un document de la « Coordination nationale du recensement ». Nous avons constaté, en l'exploitant une baisse de 11 DR, par rapport au nombre de DR issu des informations des cartographes. Nous avons saisi le responsable de la cartographie pour l'en informer. Il avait promis un examen. Sur un autre plan, nous avons procédé à nombre de relances, concernant le chauffeur de l'I.R.P.V., employé, en 1999, durant la cartographie. La Direction lui doit un reliquat. La dernière relance date du 18/12/2000 et était adressée au chef du SAF.

**Mise à jour de la base de données des villages (MJBDV) :**

- Participation, du 10 au 13/04/2000, à la formation de l'enquête de mise à jour de la base de données des villages (MJBDV), dans le cadre du Programme national de lutte contre la pauvreté (PNLCP) ;
- Participation, à Thiès, à la formation des enquêteurs, les chefs de CERP ;

- Mission à l'intérieur de la région du 08 au 11/05/2000, de récupération des questionnaires et de contrôle.

### **Deuxième enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS2) :**

- Participation, du 28/04 au 04/05/2000, à une formation , à Dakar, pour la préparation de l'enquête ;
- Participation au CRD de Saint – Louis avec la mission conjointe Primature – DPS – UNICEF (cf. annexes)
- Participation, du 26 au 28/10/2000, au séminaire national de restitution des résultats de la MICS2.

### **Deuxième enquête sénégalaise auprès des ménages (ESAM2):**

Nous avons eu de longs entretiens téléphoniques avec le chef du Bureau des enquêtes auprès des ménages, le 14/07/2000.

Par ailleurs, nous avons collecté des informations sur les tarifs de véhicules pour certaines destinations dans la région, communiquées assez tardivement pour problèmes de téléphone.

### **Projet de relevés de prix dans des capitales régionales**

Le projet, démarré en juillet 1999, s'est poursuivi pendant trois mois en l'an 2000.

L'avant-propos, du N° 2, que voici, en informe. Tout a commencé par une rencontre d'information et de formation, à Dakar, entre la Direction et les Bureaux régionaux retenus, pour le moment, en l'espèce, Saint-Louis, Kaolack et Tambacounda.

De retour, nous avons informé les autorités administratives, politiques et professionnelles : MM. le Gouverneur, le Président du Conseil régional, le Président de la Chambre de commerce, d'industrie et d agriculture, le Chef du service régional du commerce et le Président régional de l'UNACOIS. Nous avons pu rencontrer ces trois derniers ou leurs représentants. En particulier, nous avons même tenu une séance de travail fructueuse avec le Chef du service régional du commerce. Après cette information et cette sensibilisation, il fallait passer à l'identification des points de vente ( de l'ordre de 80). Elle s'est déroulée en compagnie de l'enquêteur et d'un stagiaire de l'ENEA. A la suite, les relevés ont démarré, en août, comme convenu. Un tirage des données saisies, après, permet des vérifications rigoureuses de conformité avec les

données des fiches de relevés, pour d'éventuelles corrections. Les prix moyens obtenus, de leur côté, sont examinés et redressés, s'il y a lieu. Après le premier bulletin, voici le numéro 2, du mois de septembre.

Concernant l'opération proprement dite, dans le passé, les régions pratiquaient des relevés de prix. Mais une longue rupture était intervenue. Dans cette reprise, les relevés s'inscrivent dans le cadre d'un projet du MEFP, ayant recruté, pour sa bonne marche, un enquêteur et un agent de saisie. L'objectif, dans l'immédiat, consiste à publier, chaque mois, les prix moyens observés de quelques biens et services retenus des différents groupes de consommation : alimentation, habillement, habitation, loyer, loisirs, distractions, etc. Il est prévu aussi des calculs d'indices spatiaux de prix entre régions. Mais, à terme, il faudra élargir la gamme des biens et services et passer, résolument, à un calcul d'indice des prix, à l'instar de Dakar, publiant, avec les autres pays de l'UEMOA, l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) dont la presse rend assez souvent compte. Cela étant, nous souhaitons qu'un public nombreux et varié tire le meilleur profit de l'opération.

*Après cela, pour le contenu, proprement dit, nous avons pris l'initiative de procéder à plusieurs comparaisons de prix : sur les niveaux de prix entre les marchés, entre certains produits similaires et entre les passages. Mais, à partir du N°2, en plus, les variations entre un mois et le mois précédent ont fait l'objet de comparaisons. Enfin, les numéros 1 et 2 contiennent des observations et explications.*

Nous avons aussi jugé bon de présenter les marchés : Sor, Ndar toute et Pikine, dans les numéros 1 et 2.

Le projet est suspendu, après le N°7. Tous les numéros ont été régulièrement envoyés à la Direction.

### **Divers :**

Nous pouvons citer, entre autres :

- ❑ Engagement d'un prestataire pour la maintenance du matériel informatique ;
- ❑ Abonnement du Service à INTERNET ;
- ❑ Abonnement du Service au quotidien, « Le Soleil » et à l'hebdomadaire, « Le Journal de l'Economie » ;

- Réfection du Service (mur de protection, dalle en béton contre les herbes, installations de serrures de sûreté, d'un chasse d'eau, de robinets, remplacement de vitres, peinture des murs, portes et fenêtres du Service, etc.).
- Autre réfection, par la suite, de l'installation de l'alimentation en eau par le changement de plus de 50 mètres de tuyaux rouillés, situation diagnostiquée par la SDE que nous avons saisie ;
- Entretiens, avec des reporters de la RTS de la « Voix du Nord », sur l'organisation et les missions de la DPS. Nous nous étions appuyé sur la loi 66/59 du 30 juin 1960 sur l'obligation et le secret en matière statistique, l'ancien projet d'arrêté, dont nous avons une copie, portant organisation de la Direction de la statistique et l'arrêté portant organisation de la Direction de la prévision et de la conjoncture, avec évocation de la fusion des deux. Le décret N° 95 – 364 relatif au répertoire national des entreprises et associations et au NINEA a aussi été évoqué ;
- Entretiens, avec des reporters de la « Voix du Nord », sur le RGPH( objectifs, avec la citation de variables clés, etc.)

## **II) activités en rapport avec des partenaires dans la région**

### **A) ACTIVITES DANS LE CADRE DU COMITE REGIONAL DE DEVELOPPEMENT (CRD)**

Le Service participe aux rencontres. Nous avons estimé utile de rédiger des comptes-rendus de certaines de ces rencontres, sources d'informations précieuses.

### **B)ACTIVITES AU SEIN DE GROUPES DE TRAVAIL OU AVEC LES AUTORITES LOCALES :**

Ici, également, nous avons estimé utile de rédiger des comptes-rendus de certaines de ces rencontres, sources d'informations précieuses.

### **C) LES VISITEURS**

Ils sont dominés par ceux qui cherchent des données ou déposent

des demandes d'immatriculation au répertoire national des entreprises et

associations. Beaucoup de temps leur est consacré.

## **RECHERCHE DE DONNEES :**

Des gens de divers horizons professionnels se présentent chez nous, surtout des élèves et étudiants.

L'utilisation envisagée des informations est assez variable.

Notons, au passage, que nous utilisons deux modèles de fiches nouveaux, séparant les visites individuelles et les visites collectives.

## **DEMANDES DE NINEA :**

Les demandes déposées au bureau, sont en croissance d'une année à l'autre . Il faudrait ajouter à ce nombre les autres demandes n'ayant pas transité par le Service. Le service régional avait proposé à la Direction un modèle de fiche de demande d'immatriculation, sur une page. Mais il ne semble pas commode, pour tout le monde. Cette fiche a été réservée à une utilisation interne, pour conserver les doubles des informations envoyées à la DPS. Il nous sert, assez souvent, pour suivre des dossiers. Nous venons de l'améliorer, par l'adoption d'un modèle pour les personnes physiques et d'un pour les personnes morales, système évoqué dans le précédent rapport et permettant de gagner de l'espace. Le modèle sur une page permet de disposer des informations du dossier de demande par l'usage de papier carbone. Le modèle comporte un numéro d'ordre dont l'intérêt réside dans la possibilité de connaître, n'importe quand, le nombre de demandes. Il est envisagé l'exploitation de ces informations sous forme de répertoire, ce qui répond, même, au décret portant création du NINEA.

## **III) Activités de documentation**

Nous maintenons nos propos sur l'importance de la documentation, à laquelle consacrons une bonne partie de notre temps, en consultant diverses publications sur la région, de la Direction et d'autres sources. Nous réitérons notre vœu que la Direction fasse, encore, plus d'effort, pour nous envoyer les dernières publications.

## **CONCLUSION ET PERSPECTIVES**

Les remarques énoncées l'année dernière sont toujours actuels. Les activités ne manquent pas dans la région et le Service y prend part. Avec un personnel adéquat et dans un bâtiment meilleur, le Service pourrait s'acquitter mieux de ses missions, aussi bien en ce qui concerne son rapport avec la DPS, qu'avec le niveau régional.

Mieux, avec l'expérience, les initiatives ne devront pas faire défaut. En effet, comme indiqué, le Service reçoit nombre d'invitations de partenaires avisés comme l'Inspection d'Académie, la Région médicale, l'Université Gaston Berger, etc.

## SERVICE REGIONAL DE THIES

Le Service Régional de la Statistique de Thiès a mené diverses activités tant au niveau régional et local que national.

Le Service est membre de toutes commissions techniques régionales présidées par Monsieur Le Gouverneur dont il est le conseiller privilégié en matière de statistique de toute nature. A ce titre, en même temps qu'il répond à la demande locale et nationale, il participe activement à toutes les réunions, études techniques dont il est saisi.

Les activités du Service sont de deux types :

- **les activités internes** : il s'agit d'exécuter un programme d'études et de publications de documents, conformément aux missions traditionnelles dont le Service a reçu mandat de l'administration nationale.
- **les activités externes** : le Service Régional de la statistique est le principal levier sur lequel s'appuient les principaux utilisateurs de statistiques pour toute étude, recherche, programme, séminaires, commissions techniques, etc.

### I ) LES MOYENS DU SERVICE

Les moyens dont dispose le Service ne sont pas à la mesure de ses ambitions : une couverture totale de la région en matière d'investigation statistique et une édition régulière de documents pour satisfaire la demande locale, conformément à la lettre de mission reçue du niveau national.

- **le personnel** : le service compte trois ( 03 ) agents dont un ITS ( chef de service ), un ATS nouvellement affecté, et une secrétaire.
- **le budget** : les crédits alloués pour la gestion 2000 se présente comme suit :
  - Fonctionnement : 400.000 f
  - Carburant : 250.000 f
  - Eau : 50.000 f
  - Electricité : 75.000 f
  - Téléphone : 112.500
- **le matériel technique** : le service dispose d'un Pentium Compaq, d'une 486 ( datant de 1992 ) et de deux ( 02 ) imprimantes (une matricielle Epson 300 et un DESKJET 870 Cxi)

## II ) ETAT D'EXECUTION DES ACTIVITES DU SERVICE

### ■ les activités internes

. la situation économique régionale édition 1999 : la version provisoire est achevée et déjà déposée à la DPS, début décembre 1999. Certaines données de secteurs clé de l'économie régionale ( Tourisme, Etat Civil, Justice, maraîchage, Assistance etc. ) ayant accusé un retard du fait du laxisme de services concernés, devront être intégrées et faire l'objet d'analyse complémentaire plus complète. La version sera publiée en mars 2001.

. les statistiques agricoles : le service a obtenu, sur CD les résultats du RNA, concernant la région de Thiès ; une étude des données a démarré : elle est au stade de tabulation, corrélativement à celles des statistiques de la production agricole 1997- 98 et 1998- 99.

La publication de cette étude est prévue pour le mois de mai 2001

. Un recueil des statistique du tourisme 1995- 2000 a démarré, en collaboration avec le service régional du tourisme est en voie d'achèvement ; ainsi va suivre l'analyse des données et leur publication en avril - mai 2001.

. En relation avec l'inspection d'Académie, la région médicale et sous la supervision de la Gouvernance, une tentative d'analyse régionale des résultats de la MICS II a démarré depuis le mois de novembre 2000. N'aurait été certaines difficultés d'ordre technique, l'étude serait terminée. Néanmoins la publication des résultats de cette recherche est différée pour le mois de juin 2001.

. autres activités internes : il s'agit essentiellement d'actions de coordination et de supervision d'enquêtes ou d'opérations de terrain initiées par la DPS comme :

- les travaux préparatoires de cartographie pour le prochain Recensement Général de la population
- les opérations de l'enquête pilote de l'ESAM II,
- le séminaire de restitution de la MICS II
- le séminaire de sensibilisation sur la prochaine enquête ESAM II
- l'enquête de mise à jour

### ■ les activités externes

. le service est membre de toutes les commissions techniques régionales ; à ce titre il participe aux travaux de ces commissions, et à chaque fois de besoin, il est consulté et/ou sollicité en vue de contributions pour ce qui touche nos compétences ( il s'agit entre autres des commissions régionales de la planification, de l'urbanisme, de la sécurité alimentaire, de lutte contre la pauvreté, etc. et du comité régional pour le développement.

. les enquêtes et études : il s'agit de :

l'enquête initiée par le Ministère de l'énergie, des mines et de l'industrie, sur

« l'acceptabilité par les ménages des réchauds à pétrole » en novembre 2000.

Contribution de la région de Thiès pour l'élaboration du document national « lutte contre la pauvreté », en collaboration avec le service régional de la planification.

#### Mise à jour du programme régional de développement intégré ( P.R.D.I )

. la service a été désigné parmi les services devant accompagner Monsieur Le Gouverneur dans ses tournées économiques, et ses visites à l'occasion de cérémonies ( religieuses et autres ).

. d'autres activités externes consistent en une désignation de l'autorité administrative ( Gouverneur, le DPS, entre autres ) pour la représenter à une cérémonie, réunion etc. à laquelle elle aurait dû être présente.

### **III ) DIFFICULTES RENCONTREES DANS L'EXECUTION DU PROGRAMME D'ACTIVITES**

■ **le personnel** : l'affectation d'un autre ATS serait une bonne chose.

■ **véhicule** : le manque de véhicule pour les déplacements et missions à l'intérieur de la région est un handicap sérieux, pour la collecte de données et pour le respect des délais fixés de la publication de documents.

■ **les frais de déplacements et de réparation** : les véhicules empruntés, en cas de panne ne peuvent être réparés, par manque de crédits de réparation ; de même, aucune indemnité ne

peut être payée au chauffeur emprunté, tout comme l'agent du service en mission

( l'absence de frais de déplacement ou de réparation date de plus de huit ans )

■ **le manque de statistiques courantes dans les services** : dans beaucoup de services

régionaux, il y a une mauvaise tenue des statistiques, voire absence totale de celles-ci.

Parmi les raisons généralement évoquées est le manque de personnel, mais surtout un

personnel qualifié pour ce genre de travail.

■ **autres difficultés** : il y a le non respect des délais fixés ( il n'y a aucune contrainte administrative ) ; certains services dépendent directement de leur Direction nationale pour la confection et la publication de leurs statistiques

#### **IV PERSPECTIVES 2001**

- La version finale de la situation économique régionale 1999 sera publiée en mars 2001.
- Démarrage, en mars de la collecte de données pour la Situation Economique Régionale
- édition 2000, dont la publication est prévue au mois d'Août 2001
- La publication de résultats de l'analyse régionale du RNA est prévue en mai 2001.
- l'étude sur les statistiques du tourisme sera publiée en avril - mai 2001.
- l'analyse régionale de la MICS II sera publiée en juin 2001.
- Préparatifs de l'Enquête ESAM II dont le démarrage est prévu courant février 2001.
- Préparatifs du RGPH ( cartographie, recrutement etc. )

#### **V) CONCLUSION**

Les difficultés ne manquent dans la marche du Service Régional de la Statistique .  
Pour pallier ces difficultés, nous proposons quelques mesures alternatives :

- à défaut de doter la région de véhicule, la DPS peut prêter un véhicule et un chauffeur, le temps de terminer le travail pour lequel la demande a été faite
- connecter la région au réseau de la DPS pour accéder à toutes les informations en place ( un branchement à Internet est aussi souhaitable ).
- redéfinir le contenu technique de la situation économique régionale ( donner des termes de références à respecter )
- donner une méthodologie unifiée pour les projections démographiques.
- renforcer le personnel ( au moins un autre ATS )
- renforcer le matériel de bureau ( ordinateurs, photocopieuses P.M, Fax, ).
- doter le service de crédits pour les missions dans la région et pour la prise en charge des réparations de véhicules empruntés et des chauffeurs.
- instaurer régulièrement des réunions de coordination et de concertation avec le DPS et les chefs de service de la DPS pour mieux s'enquérir de la situation dans laquelle se trouvent les services régionaux.

## INTRODUCTION

Le Service Régional de la Statistique de Kolda a durant l'année 2 000 exécuté les activités suivantes .

### I) Activités

#### a) Préparation du Recensement Général de la Population et de l'Habitat

La préparation du Recensement Général de la Population et de l'Habitat a duré pendant presque toute l'année. Elle a débuté par la cartographie qui consiste à la localisation des zones d'habitation, l'estimation de la population pour chacune de ces localités, la connaissance des voies d'accès et leur viabilité . Elle s'est poursuivie par le recrutement des enquêteurs toujours en cours et l'actualisation du calendrier historique dont l'objectif est l'estimation de l'âge des personnes ignorant leur date de naissance sur la base des événements recueillis.

#### b) Comité Régional de la Population et des Ressources Humaines

Le 8 mars 2 000 le chef du Service de la Statistique à pris part à la réunion du Comité Régional de la Population et des Ressources Humaines (**COREPORH**) dont l'ordre du jour portait sur la définition des Stratégies et de la méthodologie d'élaboration des plans régionaux en IEC/Plaidoyer dans le cadre du programme d'assistance du FNUAP. Cette rencontre a débouché à la tenue d'un atelier d'harmonisation des programmes IEC les 6 et 7 Avril 2 000.

L'atelier a procédé d'abord à l'identification des contraintes majeures de l'IEC/Plaidoyer des secteurs : politique de population, Santé de la reproduction, éducation, genre, population et développement, collecte des données, recherche et formation . Elle a ensuite élaboré le sous - programme régional d'IEC pour les cinq ans à venir. Ce sous - programme comprend les objectifs généraux et spécifiques, les stratégies, les activités planifiés et les résultats attendus .

### **c) Mise à jour de la base de données des villages**

Du 29 au 30 Mars 2 000, le Service Régional de la Statistique à travers son chef de service a participé à la formation des contrôleurs de l'enquête du Fond d'Investissement Social du Sénégal **FISS** volet " Suivi des conditions de vie des Populations " .

### **d) Journée Mondiale de la Population**

Le service s'est distingué lors de la Journée Mondiale de la Population par une communication sur le thème " Population et Pauvreté au Sénégal " . Il s'est agi à définir d'abord le concept de pauvreté, ensuite à l'analyser par rapport au niveau des revenus et à l'accès aux services sociaux de base. Enfin , indiquer les couches les plus exposées à savoir les handicapées, les déplacés, les victimes de l'exploitation sexuelle, les personnes exploitées dans leur travail, les détenus .

### **e) Atelier Personnes Déplacées à Kolda**

Le Service a participé sur la demande du gouverneur le 4 Septembre 2 000 , à l'atelier sur la situation des personnes déplacées dans la commune de Kolda et des biens disparus dans les Communautés Rurales de Médina El Hadji, et de Tankanto Escale dans l'Arrondissement de Dioulacolon .

### **f) Atelier de Restitution Régionale sur les Objectifs Globaux**

Nous avons, en outre été invité à prendre part à la restitution régionale des résultats de l'enquête sur les Objectifs Globaux le 11 Octobre 2 000 à la gouvernance de Kolda et à la restitution nationale le 27 Octobre 2 000 à Dakar .

Le travail avait porté sur :

- la présentation des Objectifs et de la méthodologie ;
- la présentation du Chapitre Mortalité et Santé des enfants ;
- la présentation du chapitre Santé Maternelle ;
- la présentation du chapitre Education ;
- la présentation du chapitre Eau, Hygiène et Assainissement ;

- la présentation du chapitre Droit des Enfants .

Le chef de Service a participé du 20 au 21 Octobre 2 000 à l'atelier régional d'élaboration du Plan d'Opération (PO) 2 001 de Kolda dans le cadre du Programme de Développement Intégré de la Santé (**PDIS**).

Les objectifs prioritaires du PDIS sont :

\* Réduire la mortalité infanto-juvénile par un appui conséquent aux actions de lutte contre les maladies diarrhéiques, la malnutrition, les maladies cibles du PEU, les IRA, les MST/SIDA et autres endémies locales ;

\* Réduire la mortalité maternelle par une amélioration de la couverture en consultation prénatale, et la qualité de la prise en charge des grossesses et des accouchements ;

\* Réduire l'indice synthétique de fécondité de 6.03, par un renforcement des efforts en matière de planification familiale, d'alphabétisation fonctionnelle des femmes et de scolarisation des filles ;

- Améliorer le cadre de vie des familles démunies par l'accès aux services de base à travers des activités promotionnelles cibles, génératrices de revenus, accompagnés d'un renforcement de la lutte contre les fléaux sociaux et des interventions en direction des handicapés, des enfants en situation difficile et des personnes âgées

## **II) Participation aux Réunions du Comité Régional de Développement (CRD)**

Le chef de service participe régulièrement aux réunions du comité régional de développement (CRD) et aux réunions des commissions techniques régionales (CTR) dont il est membre.

Ainsi , il a participé au CRD du 21 Décembre 2 000 portant sur la présentation du Projet " Petites et Grandes Laiteries . Ce projet dont le maître d'œuvre demeure la SODEFITEX, couvre les régions de Kolda, de Tambacounda ainsi que le Sud de Kaolack .

Par le développement de ceinture laitière en zone péri - urbaine et la création d'une filière " lait local " le projet vise les objectifs quantitatifs suivants :

- mise en place de 16 laiteries;
- promotion de 1 285 emplois
- production de 4 526 000 litres de lait/an
- production de plus de 20 000 tonnes de fumier sur les quatre ans que dure le projet, ce qui permet l'amendement de 500 ha de terres cultivées.

Pour la région de Kolda il est prévu la mise en place de 7 laiteries sur les 16 prévues, la création de 526 emplois sur les 1 285 prévus, la production laitière/an de 1 825 000 litres soit 40 % du total . Quand au fumier il atteindra 8 000 tonnes sur les quatre ans

Nous avons également assisté à la cérémonie de lancement de deux nouveaux projets intitulés respectivement Projet d'Appui à l'Entreprenariat Forestier de Kolda (PAEFK) et Projet Fond de Renforcement pour l'Economie Populaire (F.R.E.P.)

Suite à la demande de Monsieur le Directeur de la Prévision et de la Statistique le chef de service a mené en décembre 2 000 une réflexion sur les manifestations de pauvreté dans la région de Kolda. Le travail a mis l'accent sur :

- la problématique universelle que constitue la pauvreté;
- le contexte socio-économique;
- les causes fondamentales de la pauvreté à Kolda;
- la destruction du tissu social ;

Ainsi , la réflexion a abouti sur le risque de créer et transmettre, aux futures générations , la pauvreté, le chômage et le sentiment d'inutilité sociale dans un pays composé en majorité de jeunes, et faiblement alphabétisé .

Le Service a publié la Situation Economique Régionale de l'année 1999. Les secteurs sont l'agriculture, l'élevage, les eaux et forêt, la pêche, l'éducation et le tourisme .

## SERVICE REGIONAL DE TAMBACOUNDA

### 1. LES ATOUTS DE LA STATISTIQUE AU NIVEAU DE LA REGION

On note une forte demande en matière de statistiques au niveau régional.

En effet, les Investisseurs, les porteurs de projets, les initiateurs de GIE, les chercheurs et les étudiants en formation doctorale sont de plus en plus convaincus que les meilleurs argumentaires se construisent sur la base d'informations chiffrées, quantifiées et rigoureusement scientifiques.

### 2. LES INFRASTRUCTURES , L' EQUIPEMENT ET LE BUDGET DU SERVICE REGIONAL DE LA STATISTIQUE DE TAMBACOUNDA

-Le Service régional de la Statistique est abrité par un local fonctionnel capable de contenir les Equipes des grandes Enquêtes Statistiques, de type EDS, ESAM et autres Travaux de recensement qui exigent beaucoup d'espace pour la manutention du matériel d'enquête, la sécurisation de la logistique et l'hébergement des équipes .

#### 2.1 Le Personnel :

-Le personnel est composé d'un Ingénieur des Travaux Statistiques, et d'un Agent Technique de la Statistique. A ce faible effectif , il faut cependant ajouter une douzaine d'Enquêteurs professionnels pratiquants les langues locales et rompus aux différentes techniques d'enquêtes.

#### 2.2 L'Equipement :

On note un sous équipement chronique sur le plan de la bureautique: Fauteuils chaises et Clapets de rangement.

Au plan informatique on note l' équipement suivant :

- 1 Ordinateur Pentium COMPAQ- PRESARIO en bon état

- 1 Imprimante à Jet d'Encre Deskjet 870 Cxi en bon état
  - 1 Ordinateur 486 ACER et une imprimante Epson tous les deux en panne

2.3 La Logistique : le service ne dispose pas de véhicule, donc sous équipement en moyen logistique d'une structure régionale responsable de la coordination et la supervision du recensement général de la population, des enquêtes sur les revenus, et des enquêtes démographiques et sanitaires, dans un territoire régional qui s'étend sur un tiers du pays. Pour aller en tournée à l'intérieur des départements de Bakel et de Kédougou, le Chef de service est souvent obligé d'emprunter un véhicule auprès de ses collègues .

2.4 Le Budget : - Dotation Financière de l'Etat

Fonctionnement :	400 000	Frs par semestre
Eau :	50 000	Frs par semestre
Electricité :	75 000	Frs par semestre
Téléphone :	112 000	Frs par semestre
Carburant :	250 000	Frs par semestre
- Dotation Financière des collectivités locales : Néant		

### 3. BILAN DES ACTIVITES

L'année 2000 aura été une fois de plus un prolongement des activités du service tant sur le plan de l'exercice des activités traditionnelles de gestion des statistiques courantes (collecte, compilation, production et publication) que sur le plan des nombreuses sollicitations des différents usagers.

#### 3.1 LA GESTION DE LA BANQUE DE DONNEES

Dans le cadre de la gestion de la banque de données, le service a eu à répondre aux nombreuses sollicitations des différents usagers qui ont appelé au téléphone ou bien qui se sont présentés dans ses locaux pour demander des informations chiffrées concernant l'économie du Sénégal et la région de Tambacounda. On peut noter entre autres usagers :

-des directions nationales, des services régionaux, des ONG, des investisseurs, des Initiateurs de projets , des étudiants ,des chercheurs, des consultants, des missions techniques en séjour dans la région etc...

### 3.2 ELABORATION DE LA SITUATION ECONOMIQUE REGIONALE DE 1999

Dans le courant de l'année 2000, le service a réalisé et publié le document intitulé : «La Situation Economique Régionale de Tambacounda.

Edition 1999 ». Ce document renferme les chapitres suivants :

- Présentation Générale de la région
- La population
- La santé
- L'élevage
- L'éducation
- L'agriculture
- Les eaux et forêts
- Le tourisme
- L'énergie électrique
- Les télécommunications
- L'hygiène
- L'assistance des Sapeurs Pompiers

### 3.3 ELABORATION D'UN DOCUMENT SUR LES MANIFESTATIONS DE LA PAUVRETE DANS LA REGION DE TAMBACOUNDA

Le service régional de la statistique a élaboré et publié un document sur les manifestations de la pauvreté dans la région de Tambacounda. Ce document aborde les points suivants :

- Les déterminants de la pauvreté en zone rurale
- Les déterminants de la pauvreté en zone urbaine
- Les déterminants sociaux de la pauvreté
- Logements et cadre de vie

- Les migrations
- La fièvre de l'or
- La mendicité
- La prostitution clandestine
- Le travail des enfants
- Le chômage
- La drogue
- Les vols de bétail et les vols de récoltes
- Les conflits frontaliers

### 3.4 L'IMMATRICULATION AU NINEA DES ENTREPRISES ET ASSOCIATIONS

Une forte propension de demandes d'inscription au NINEA (Numéro d'Immatriculation National des Entreprises et Associations) a été enregistrée. Dans le cadre de la gestion du NINEA, le Service régional de la Statistique a instruit au total 25 demandes de NINEA qui ont été transmises à la DPS.

### 3.5 TRAVAUX D'ELABORATION DU PLAN REGIONAL DE D'EVELOPPEMENT INTEGRE

Le Service a participé à plusieurs travaux du PRDI initié par le Conseil Régional de Tambacounda :

- Dans le cadre du Bilan Diagnostic, le Service régional de la Statistique a participé à tous les ateliers organisés dans les 13 arrondissements de la région de Tambacounda.

Le service a également participé au séminaire sur la Planification par Objectif (PPO) ou ZOPP et au séminaire de près- validation du PRDI au près des conseillers régionaux.

### 3.6 TRAVAUX D'ACTUALISATION DE LA DECLARATION DE LA POLITIQUE DE POPULATION ET TRAVAUX D'ELABORATION DU DIXIEME PLAN DE DEVELOPPEMENT

Dans le cadre de l'actualisation de la DPP, le service a participé à la commission d'élaboration du bilan diagnostic sectoriel et la mise en évidence des contraintes sectorielles et des tendances lourdes.

Le service a participé au niveau régional aux travaux d'élaboration du dixième plan de développement économique et social.

### 3.7 OPERATION TESTS D'ACCEPTABILITE DES RECHAUDS A PETROLE

Le Service Régional de la Statistique de Tambacounda a participé à la supervision de cette opération Tests d'acceptabilité des réchauds à pétrole qui s'inscrit dans le cadre du Volet « Promotion du Kérosène comme combustible domestique », cette opération dénommée « Tests d'acceptabilité Sociale » auprès des ménages a été initiée dans la région de Tambacounda par le PROGEDE (Programme de Gestion durable et Participative des Energies Traditionnelles et de Substitution ). Cette opération devrait permettre d'apprécier le degré d'acceptabilité des réchauds à pétrole placés dans des ménages à travers un questionnaire conçu à cet effet. Au total 16 différents types de réchauds à pétrole ont été placés en milieu urbain et rural dans des ménages tirés suivant des critères de revenus élevés, moyens ou faibles. Chacun des ménages a été sensibilisé et formé pour la manipulation du réchaud qui lui a été affecté. La supervision s'est faite de manière périodique en compagnie des enquêteurs commis aux différentes tâches d'interview sur questionnaires et d'assistance à la manipulation. Les types des réchauds testés sont : les modèles de réchauds à mèche « MOTO » et « AMUL », ensuite les modèles de réchauds à pression « FAYIDA » et « BI GUEN ».

### **3.8 LES TRAVAUX CARTOGRAPHIQUES POUR LA PREPARATION DU RECENSEMENT GENERAL DE LA POPULATION**

#### **3.8.1 Bilan des Travaux Cartographiques**

A la date du 24 Janvier 2000 , les travaux de cartographie initiés dans le cadre des opérations préliminaires du RGPH ont été totalement réalisés dans la région de Tambacounda.

Départements	Nbre DR ref. RGP/88	Nbre DR concrétisés	% de concrétisation
BAKEL	145	145	100 %
KEDOUGOU	92	92	100%
TAMBA	249	245	100 %
TOTAL REGION	486	486	100 %

### **3.8.2 Difficultés rencontrées dans le cadre des travaux cartographiques**

- Absence et irrégularité de la caisse d'avance en effet des factures de réparation concernant les premiers véhicules réquisitionnés et le véhicule PAGEROT tombé à Kéniéba sont restées longtemps en souffrance au niveau local, parce que depuis le début des opérations ,le Chef d'Equipe de Cartographie n'a reçu qu'une seule caisse d'avance.

- Il faut également ajouter que la région de Tamba est la plus étendue du pays, le tiers du territoire national, elle est aussi la région la plus frontalière, avec le relief le plus accidenté, l'habitat le plus dispersé, le réseau routier bitumé le moins dense. La combinaison de tous ces superlatifs illustre aisément qu'il s'agit là d'une région à contingences multiples et qui devra être traitée avec une plus grande spécificité pour toute action d'envergure comme le Recensement national de la population et les autres grandes enquêtes de la DPS .

## **3.9 LE RECRUTEMENT DES ENQUETEURS POUR LE RGP**

Dans les perspectives du recensement général de la population, notamment dans sa phase de dénombrement , des avis de recrutement d'agents enquêteurs et contrôleurs et en plus les critères de recrutement ont été transmis à tous les Préfets et Sous-Préfets de la région. Toutes les demandes d'emploi en qualité de personnel du recensement qui ont été formulées au niveau local et qui nous ont été transmises par ces différentes autorités administratives ont été répertoriées et classées en prévision de la phase de dénombrement du RGP.

Le nombre total de demandes reçues s'élève à 659 donc il y a encore un gape que nous résorberons avec l'ouverture prochaine d'une autre liste de demandeurs par rapport à un besoin estimé à près de 900 agents.

La situation des demandes reçues dans le cadre de l'offre d'emplois du RGP est la suivante : Tamba : 383 , Kédougou: 178 , Bakel: 28 , Maka : 38 Koussanar : 32 Total : 652.

## **3.10 LA REALISAION DU CALENDRIER HISTORIQUE REGIONAL**

Dans le cadre des Travaux préliminaires du Recensement général de la population, des Calendriers historiques on été réalisés dans les 13 arrondissements de la Région de Tambacounda.

### **3.11 L' OPERATION D'EVALUATION RAPIDE DE LA SITUATION DES DROGUES ET DE LA TOXICOMANIE DANS LA REGION DE TAMBACOUNDA**

Il s'agit là d'une étude commanditée par le Ministère de l'Intérieur précisément du Comité Interministériel de lutte contre la Drogue avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le Contrôle international des Drogues (PNUCID).

Le Chef de service régional de la Statistique a été désigné comme Directeur régional des recherches sur la drogue dans la région de Tambacounda sur proposition de Monsieur le Gouverneur de région au Ministre de l'Intérieur. L'objectif est de faire le point de façon fiable sur l'ampleur et les caractéristiques de la situation des drogues et de la toxicomanie au Sénégal. Les données obtenues pendant ces enquêtes constitueront une base d'amélioration de l'exécution du Plan National d'Action de Lutte Contre la Drogue adopté par le Gouvernement du Sénégal en Mars 1998. Les tâches exécutées sont : la Coordination et la Supervision des équipes de collecte de données secondaires auprès des administrations suivantes :

- Commissariat de Police
- Tribunaux départementaux
- Brigades territoriales de Gendarmerie
- BMS / Brigade Mobile de Sûreté Nationale
- MAC / Maison d'Arrêt et de Correction
- Douanes
- Eaux et Forêts, Agricultures

Après la phase de collecte de données secondaires, il y a eu la phase de collecte de données primaires auprès des usagers de drogues, des prisonniers, des prostituées, des informateurs clés, du personnel médico social et des tribunaux. A la suite de ces deux phases de collecte de données, des Focus-Group ont été organisés plus des enregistrements sur cassettes de plusieurs informateurs clés.

### **3.12 ENQUETE SUR LES ORGANISATIONS COMMUNAUTAIRES DE BASE A TAMBACOUNDA DANS LE CADRE DU SOUS-PROGRAMME – 2 DU PROGRAMME NATIONAL DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE**

La première opération d'enquête a concerné le repérage des OCB (Organisation Communautaire de Base) dans la ville de Tambacounda et qui devrait bénéficier des actions du Sous-programme – 2 - amélioration des conditions de vie des populations.

La deuxième a concerné l'élaboration du PDQ , plan de développement du quartier de Gourel Diadié et du quartier de Camp-Navétane sous l'égide du même Sous-programme-2

## **ENQUETE POUR LA MISE A JOUR DE LA BASE DE DONNEES DES VILLAGES**

Dans le cadre de cette opération initiée par la Direction de la Prévision et de la Statistique, le Service Régional de la Statistique de Tamba a supervisé et contrôlé cette vaste campagne de collecte de données concernant les 1465 villages de la région et qui avait été confiée aux Chefs des CERP de la région.

### **3.14 ENQUETE SUR LES OBJECTIFS DE LA FIN DECENIE DU SOMMET MONDIAL SUR L'ENFANCE ( MICS-2000 )**

Il s'agit là d'une importante opération inscrite dans le programme mondial d'assistance de l'UNICEF. Cette enquête, réalisée par la Direction de la Prévision et de la Statistique soutenue par l'UNICEF avec l'appui du comité technique de la Primature a été effectuée dans la région de Tambacounda. Le Service Régional de la Statistique a donc assuré la coordination et l'hébergement à Tamba des 12 équipes d'enquêteurs .

Dans le cadre du séminaire de restitution des résultats de cette enquête, le Service régional de la Statistique a réalisé un document portant sur l'Analyse et les recommandations de la région de Tambacounda , ce document a été déposé auprès du Comité technique national.

## **4. DIFFICULTES RENCONTREES**

-L'absence de moyens logistiques demeure la principale contrainte dans l'exécution des tâches qui sont confiées au service régional de la Statistique de Tambacounda. Pour aller en tournée à l'intérieur des départements de Bakel et de Kédougou, le Chef de service est souvent obligé d'emprunter un véhicule auprès de ses collègues En effet le manque de véhicule constitue une contrainte majeure dans cette région de Tambacounda qui couvre un tiers du territoire national, avec un relief difficile et un habitat dispersé.

-On note également une possibilité très réduite en matière de dissémination des données, le service n'est pas relié à un réseau , encore moins à un serveur, il ne dispose pas d'accès au courrier électronique .

-L'inexistence d'un texte organisant le COCOES (Comité de Coordination des Enquêtes Statistiques) au niveau régional. En effet la région est souvent assaillie par des organismes de recherches venant de l'extérieur et des bureaux d'études qui déploient des enquêteurs à travers la région à des fins inconnus et sans aucune coordination avec l'autorité administrative régionale encore moins avec la structure chargée de la coordination et de la supervision des enquêtes.

## **5. LES PERSPECTIVES POUR 2001**

- Le Service régional de la Statistique de Tambacounda continuera la collecte des informations pour la mise à jour de sa banque de données, et pour la réalisation de « la Situation économique régionale Edition 2000 ».

Le Service continuera également à instruire les demandes de NINEA pour les acheminer à la DPS.

-2001 sera également l'année de la réalisation de la phase de dénombrement du recensement général de la population, avec peut être au préalable quelques mises à jour dans la cartographie de certaines zones de la région de Tambacounda.

-Le Service continuera également à répondre aux sollicitations des différents usagers (Investisseurs, Porteurs de Projets, Initiateurs de GIE, Etudiants et Chercheurs ) qui se présenteront pour demander des informations économiques relatives à l'économie du Sénégal et à certains secteurs d'activités de la région de Tambacounda.

### **1. Activités courantes**

Elles ont essentiellement porté sur l'établissement d'une banque de données socio-économiques et démographiques pour servir de vivier à la situation économique régionale et à des études thématiques mais également pour répondre à une demande de plus en plus croissante des nombreux utilisateurs.

Son élaboration avait prévu l'adoption d'une certaine démarche qui devait permettre l'examen des données disponibles selon le secteur d'activité et à évaluer celles manquantes. L'absence de documentation au sein du service régional a empêché le suivi de cette méthodologie.

Pour parer au plus pressé et dans un souci de vouloir produire un document de qualité appréciable avant la fin de l'année, la principale alternative était de procéder à une étude très détaillée d'un secteur ayant une grande tradition de production de données statistiques. Pour cette raison, l'Inspection d'Académie de Fatick qui offrait une telle image a été ciblée. Les données de ce secteur portant sur une période de trois ans (1997 à 1999) avaient commencé à être exploitées. D'ailleurs les tableaux étaient en voie d'être achevés.

Une lettre du Directeur de la Prévision et de la Statistique arrivée en fin novembre 2000, demandant aux chefs de services régionaux de prendre toutes les dispositions pour

faire parvenir la Situation économique de leur région avant le 31 décembre 2000, m'a fait changer de fusil d'épaule.

C'est pourquoi, j'ai résolument commencé à ratisser large pour répondre aux exigences du Directeur en embrassant un certain nombre de secteurs parmi lesquels l'Agriculture, l'Elevage, les Eaux et Forêts, une Présentation socio-démographique de la région de Fatick et celui de l'Education qui était à un niveau d'exploitation très avancé.

La collecte et l'analyse des chapitres ci-dessus énumérés, pour des raisons citées plus haut, portaient uniquement sur l'année 1999.

Le travail a été facilité pour beaucoup par mes collègues responsables des services régionaux concernés qui ont bien voulu mettre à ma disposition les documents requis. Cependant, ces rapports ne couvrant pas suffisamment mes besoins en données. Il s'agissait dès lors pour moi d'en faire une utilisation rationnelle et judicieuse. C'est ce qui a conditionné dans une large mesure le choix de mes tableaux et de mon plan de rédaction.

Pour le chapitre Agriculture, la Direction Régionale du Développement Rural ne disposant pas, pour l'année considérée, de données suffisantes pouvant faire l'objet d'une analyse, je me suis rabattu sur les résultats du Recensement National de l'Agriculture (RNA) de 1998/99 dont l'échantillon permettait de réaliser une étude comparée au niveau régional et départemental.

Dans ce chapitre, il a été mis en évidence les caractéristiques des ménages ruraux agricoles selon la typologie des cultures pratiquées, le matériel moderne utilisé et le mode d'occupation des terres.

Les caractéristiques de l'environnement socio-économiques des villages ont aussi été passées en revue en insistant sur l'existence ou la proximité de ces dernières par rapport aux localités visitées lors de cette enquête.

Les autres secteurs ont offert des données d'une grande richesse, c'est ce qui explique le nombre élevé de tableaux statistiques ainsi que le volume des commentaires qui leur ont été consacrés.

Pour le chapitre Elevage, l'accent a plutôt été mis sur l'évaluation du niveau du cheptel par espèce, les types d'affections dont il est victime, le suivi vétérinaire et les différentes productions (viande, cuirs et peaux).

En ce qui concerne les Eaux et Forêts, il s'est agi d'identifier et de circonscrire le domaine forestier régional, de mettre en relief toutes les formes d'actions de sauvegarde du couvert végétal selon l'acteur (mise en défens, reboisement, etc.).

La lutte contre les feux de brousse et la chasse ont également ont également été mis en exergue.

Le secteur éducatif a bénéficié d'une grande attention. Toutes les formes d'éducation ont d'ailleurs été mentionnées (éducation formelle et alphabétisation).

## **2. Autres activités**

En dehors de la Situation économique dont la périodicité est annuelle, il existe une panoplie d'autres activités qui ont occupé le Service régional. Ils ont pour noms :

### **a. Le Comité Régional de Développement (CRD)**

C'est une instance mensuelle de travail présidée par le Gouverneur de région et regroupant l'ensemble des autorités administratives (Gouverneur et Préfets) ainsi que les Chefs de services régionaux.

Il revêt un caractère spécial au cas où sa présidence est assurée par un Ministre. On parle dès lors de CRD spécial.

## **b. Les multiples travaux de commissions de planification pour la finalisation du Plan Régional de Développement Intégré (PRDI)**

A la suite du séminaire de validation du PRDI tenu à Fatick les 26 et 27 septembre 2000, le Service régional de la prévision et de la statistique a été impliqué dans ses travaux de mise à jour et d'analyse des données dont certaines s'étaient avérées caduques.

Plusieurs ateliers de travail dans lesquels sont conviés tous les membres des sous-commissions des commissions population ont par la suite été organisés.

Ces ateliers de deux jours par quinzaine, auxquels le Service régional a régulièrement assisté depuis le mois de novembre 2000, ont permis de définir les objectifs et sous-objectifs du PRDI. Ils ont débouché sur des programmes d'actions et leur programmation entre 2001 et 2006.

## **c. L'étude sur les déterminants de la Pauvreté dans la région de Fatick**

Un texte d'une quinzaine de pages a d'ailleurs été consacré à un des aspects les plus marquants dans la région de Fatick. Cela m'a permis de m'imprégner et de donner des informations concrètes sur les causes et conséquences de la pauvreté au niveau régional.

## **d. Les réponses aux demandes de données statistiques**

Elles constituent une activité permanente en raison d'une demande régulière en données statistiques en provenance des élèves, des étudiants, des chercheurs, des ONG et des administrations.

Les statistiques sollicitées sont le plus souvent d'ordre démographique, avec parfois une échelle assez fine, impossible à pourvoir (répartition de la population selon l'âge et le sexe par quartier dans les communes et communautés rurales par exemple).

Des projections de population ont été effectuées sur demande (Service régional d'hygiène de Fatick, PRDI).

Le répertoire village a été le document le plus fréquemment sollicité.

### **e. Les demandes de NINEA**

Les demandeurs de NINEA ne font pas légion dans la région de Fatick. Ils ne font même pas une dizaine à venir déposer une demande durant le dernier le trimestre de l'année 2000.

Quelques cas de demande de duplicata ont été enregistrés.

### **f. Les réponses aux demandes de renseignement concernant le prochain recensement de la population et les enquêtes statistiques**

Le service régional a souvent été interpellé pour des informations au sujet du prochain Recensement de la Population. Cette interpellation est la plus part du temps le fait des élèves et surtout des jeunes en quête de travail. Leur flux sans cesse croissant m'a amené à poursuivre le recrutement.

Dans le même sens, beaucoup de jeunes sont venus s'informer et manifester leur désir de participer aux enquêtes statistiques.

### **g. Les séminaires.**

Au total, le Service régional a été convié et a assisté à quatre séminaires :

- la validation du Plan Régional de Développement Intégré (PRDI) de la région de Fatick les 26 et 27 Septembre 2000 au Conseil régional ;
- la restitution nationale des résultats de l'Enquête MICS qui a eu lieu le 27 Octobre 2000 à l'hôtel Savana à Dakar ;
- la présentation des résultats du Recensement National de l'Agriculture (RNA) qui s'est tenu les 20 et 21 Décembre 2000 dans la case foyer des femmes de Fatick ;
- la sensibilisation et la préparation de l'Enquête Sénégalaise Auprès des Ménages 2 (ESAM 2) à Dakar le 21 Décembre 2000.

### **3. Perspectives**

Le souci majeur du Service Régional de la Prévision et de la Statistique de Fatick est de pouvoir disposer en 2001 d'une véritable banque données couvrant l'ensemble des secteurs d'activités de la région.

Cet objectif passe par la finalisation de la situation économique de l'année 1999, entamée en décembre et publiée à l'état partiel le même mois. Il est d'ailleurs prévu de faire un large tour d'horizon autour des chapitres complémentaires dans un document global dont la publication sera assurée au début de l'année 2001.

Au delà de cette publication, nous comptons réaliser la situation économique de l'année 2000. Pour chaque secteur d'activité contenu dans ce document, nous souhaitons dresser une liste d'axes thématiques de grand intérêt pour la population. Ils feront d'ailleurs l'objet d'études approfondies à publier façon périodique.

Notre souhait s'étend aussi dans la production des comptes économiques de la région.

L'état civil est également un domaine que voulons explorer au courant de l'année 2001.

### **Conclusion**

Certes l'ambition est réelle, l'expérience et la motivation aussi. Mais la principale contrainte demeure l'absence de logistique. Son inexistence empêche de réaliser de façon optimale et efficiente nos objectifs.

La collecte et la production de données à une échelle plus basse (département, communauté rurale et commune) en pâtit.

Nous souhaitons que des solutions à ce problème soient trouvées pour nous permettre de réaliser notre pari.

# SERVICE REGIONAL DE KAOLACK

## 1 - MOYENS

### 1.1 - Personnel

Le personnel permanent, très réduit, est composé de deux agents seulement :

- Bassirou DIOP, I.T.S. Responsable du Service Régional ;
- Nicolas DIAME, A.T.S. adjoint.

### 1.2 – Moyens logistiques

Le Service ne dispose pas de véhicule.

Trois vélomoteurs fonctionnels et hérités du projet de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation dans les régions et de la préparation cartographique du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) prévu pour l'an 2001, constituent les seuls moyens de locomotion du Service.

### 1.3 – Matériel informatique

Le Service dispose de deux micro-ordinateurs :

- un micro-ordinateur de marque ACER ( puissance : 286 ) ;
- un micro-ordinateur de marque COMPAQ ( puissance : Pentium MMX ).

### 1.4 – Local

Le Service Régional de la Statistique (SRS) est abrité par un vieux bâtiment administratif construit depuis 1952. Il nécessite des travaux de réfection et de réaménagement pour être plus fonctionnel et plus sécurisant.

### 1.5 – Moyens financiers

Les crédits alloués en 2000 au SRS se présentent comme suit :

fonctionnement .....	800 000 francs
carburant .....	500 000 francs
eau .....	100 000 francs
électricité .....	150 000 francs
téléphone.....	250 000 francs

## **2 - ACTIVITES**

### **2.1 – Situation Economique Régionale**

A l'instar de la Direction de la Prévision et de la Statistique (DPS) qui publie annuellement la " Situation Economique du Sénégal ", le Service Régional (SRS) a élaboré la "Situation Economique Régionale " de 1999.

### **2.2 – Bulletin mensuel des prix moyens**

Le Service Régional publie, depuis août 1999, pour chaque mois un bulletin des prix moyens mensuels dans le cadre du projet de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation UEMOA<sup>1</sup> (IHPC) qui concerne les trois capitales régionales que sont Saint-Louis, Tambacounda et Kaolack.

Il faut signaler que pour cela la DPS a affecté au SRS, depuis cette date, un agent de relevé des prix et un agent de saisie, tous deux contractuels dans le cadre de ce projet, suspendu depuis avril 2000.

### **2.3 – Recensement**

Dans le cadre de la préparation du prochain recensement général de la population et de l'habitat (RGPH), quatre équipes de cartographie en provenance de la DPS ont évolué dans la région de septembre 1999 à février 2000.

Les autorités de la région ont eu beaucoup de difficultés pour doter ces équipes de véhicules, à réquisitionner à partir des services régionaux.

Le dépôt de dossier pour le recrutement d'agents recenseurs est provisoirement suspendu en zone urbaine. Cependant il continue en zone rurale où il reste faible, surtout dans le département de Kafrine.

Le calendrier historique, document de référence pour la détermination de la date de naissance des personnes recensées, a été confectionné pour chaque commune et chaque arrondissement avec la collaboration étroite des sous-préfets, des présidents de communauté rurale et toutes personnes ressources au niveau local.

### **2.4 – Enquêtes**

Le SRS a contribué au niveau régional à la réalisation de plusieurs enquêtes parmi lesquelles on peut citer la dernière l'enquête MICS 2 ou enquête sur les objectifs globaux 2000 de l'enfance. Une partie de la saisie informatique a été faite au SRS, qui a aussi assisté les équipes de terrain.

### **2.5 – NINEA**

---

<sup>1</sup> UEMOA = Union Economique et Monétaire Ouest Africain.

Le SRS s'active à la facilitation des formalités pour la demande régionale de NINEA ( Numéro d'Identification National des Entreprises et Associations ).

#### 2.6 – Membre des Comités Techniques Régionaux (C.T.R.)

Le SRS est membre de plusieurs C.T.R. Il doit répondre à leurs besoins en chiffres et participer à leurs activités : réunions, groupes de travail, séminaires, etc.

#### 2.7 – Plan Régional de Développement Intégré (PRDI)

Le SRS est membre du Comité Technique de Planification.

#### 2.8 – Demande locale en informations statistiques

Les demandeurs de données statistiques sont très nombreux et divers. On peut citer entre autres : les services de l'administration, les ONG, les particuliers, les chercheurs, les stagiaires, les professeurs d'histoire et géographie, les professeurs d'économie et même les élèves.

Aussi, il arrive au SRS de solliciter la DPS pour répondre à certaines demandes d'information, et vice versa.

#### 2.9 – Autres activités

Le SRS a eu à participer ou à procéder en outre :

- à la mise à jour de la base de données des villages ;
- à une projection de la population des communes rurales ;
- à la rédaction d'une note sur la pauvreté au niveau régional.

### **3 - RECOMMANDATIONS**

La forte demande locale de données statistiques nécessite une dotation par la DPS au SRS des plus récentes publications ou informations démographiques actuelles, et détaillées.

Il est vivement souhaité de régionaliser l'organisation et les résultats des enquêtes prochaines.

Compte tenu de la diversité des âges ou groupes d'âges qui intéressent la demande locale de données démographiques, il est recommandé de faire ressortir par année d'âge les résultats régionaux du prochain RGPH, pour chaque département et chaque commune.

# SERVICE REGIONAL DE ZIGUINCHOR

Le rapport d'activités du Service Régional de la Prévision et de la Statistique se résume en 3 points.

- ◆ La situation matérielle
- ◆ Les activités réalisées
- ◆ Perspectives

## **I SITUATION MATERIELLE**

La situation matérielle reste, à l'exception du bureau que nous venons de recevoir, celle qu'il y a depuis plusieurs années.

Nous sollicitons dans le domaine suivant :

- ◆ Mobilier de bureau : un renouvellement des chaises, fauteuils et un second bureau.
- ◆ Logistique: une affectation d'un véhicule fonctionnel surtout pendant et après le Recensement.
- ◆ Les crédits : compte tenu de l'évolution de prix de certaines fournitures, les crédits de fonctionnement méritent d'être revus à la hausse durant les gestions à venir.

L'encre coûte très cher ; son prix tourne autour de 40 000 F à 50 000 F CFA l'unité. Cet élément engloutit près de la moitié de notre allocation annuelle de fonctionnement.

Pour les dépenses permanente, nous souhaitons le renforcement de deux rubriques.

- ◆ Téléphone: Compte tenu que cet outil est un instrument de travail par excellence, nous aimerons voir les crédits qui lui sont alloués renforcés.
- ◆ L'électricité : au même titre que le premier cité, avec le renforcement des équipes, nous souhaitons l'augmentation de ses allocations.

## **II ACTIVITES DU SERVICE**

Dans ce chapitre, nous avons retenu les activités suivantes :

### **SITUATION ECONOMIQUE**

En 2000, nous avons publié l'édition de 1999 depuis le mois de Septembre 2000. Nous avons ainsi mis à jour la série de notre situation économique depuis cette date.

Nous rendons un hommage mérité au PAARZ et à la PME/PMI pour leur soutien matériel, dans la multiplication du document.

Les problèmes se rencontrent le plus souvent dans la collecte des informations auprès des services techniques de la région.

Les principales difficultés de la collecte des données pour la situation économique demeurent la lenteur des services techniques à rassembler leurs statistiques.

Désormais nous souhaitons que la gouvernance intervienne de deux manières.

- 1 Inviter les services techniques à diligenter leurs statistiques.
- 2 Permettre l'accès aux rapports trimestriels ou semestriels des services adressés à la gouvernance.

Dans cette dernière édition le secteur de l'agriculture n'a pu être traité dans la région faute de données.

Pour l'édition 2000, nous comptons intégrer d'autres secteurs qui, jusqu'ici ne sont pas traités dans nos différentes publications à la limite des données que nous pourrions disposer.

## **AUTRES ACTIVITES**

Durant l'année 2000, en plus de la situation économique régionale, nous avons participé à plusieurs activités intéressant la région.

La cartographie censitaire a duré dans la région jusqu'en février 2000.

La région a accueilli quatre équipes réparties dans les 3 départements et dans la Commune de Ziguinchor.

Dans cette opération, le Nord de Bignona, plus particulièrement dans la communauté rurale de Djibidione et le nord de celle de Oulampane à cause de l'insécurité.

Dans les départements de Oussouye et de Ziguinchor, les communautés rurales de Santhiaba-Manjaque et de Camaracounda, pour ce qu'il reste de village, ont fait l'objet de liste de concessions et d'implantation par l'intermédiaire des chefs de village.

Cette opération a donné le tableau qui suit

<b>Département</b>	<b>DR</b>	<b>Agent à former</b>
Bignona	214	320
Oussouye	38	59
Ziguinchor	224	320
Total	476	699

Dans la région, nous aurons 476 districts qui représentent un effectif d'agents impliqués à 699. Avec l'avènement de la paix, cet effectif sera revu à la hausse dans la région car, toute la Communauté rurale de Djibidione et le Nord de celle de Oulampane viendraient en appoint.

Pour cette opération, des difficultés n'ont pas manqué.

C'est ainsi que:

Sur le plan de l'hébergement des équipes, compte tenu de l'étroitesse de notre local, il nous est très difficile voir impossible de trouver un local, suite à la résiliation de plusieurs conventions survenue dans la région tant à Ziguinchor que dans les départements.

Sur le plan de la logistique, les équipes avaient éprouvé beaucoup de difficultés à évoluer car elles n'avaient pas une autonomie d'action parce qu'elles ne disposaient pas de véhicule propre.

Dans ce contexte, il faut saluer la collaboration du Directeur du DERBAC qui a beaucoup aidé.

Les autorités et les populations ont collaboré à l'exécution de cette opération dans la région. Je leur exprime toute ma gratitude.

Cette phase du recensement a été suivie de l'actualisation du calendrier historique.

L'actualisation du calendrier historique s'est déroulée dans la région.

A l'image de la cartographie le manque d'autonomie du service dans le domaine de la logistique n'a pas trop facilité le déplacement des équipes pour se rendre dans les arrondissements.

Les autorités locales ont apporté un très grand succès au déroulement de l'opération dans leur arrondissement. Nous avons réactualisé 11 calendriers historiques correspondant aux 8 arrondissements et 3 Communes chef-lieu de département dans la région.

Cette opération s'est déroulée presque simultanément avec le PFIS (Projet de Fonds d'Investissement Social).

Le PFIS vise la mise à jour de la base de données des villages pour identifier les zones prioritaires dans les appuis de réduction de la pauvreté. Cette mise à jour devait contribuer à :

- à la finalisation de la préparation du Projet de Fonds d'Investissement Social
- au choix des premières zones d'intervention du PFIS
- à l'élaboration d'une liste des communautés les plus nécessiteuses.

Le PFIS a fait l'objet de séminaire à Kaolack, où les chefs de CERP des régions de Kaolack, Fatick, Tambacounda, Kolda et Ziguinchor étaient conviés.

Nous avons assuré la supervision de cette opération dans la région. Les chefs de CERP qui avaient la charge de la collecte ont donné dans leur ensemble satisfaction.

L'enquête MICS2, malgré toutes les difficultés de la région s'est déroulée dans de bonnes conditions. Cette enquête visait à évaluer les objectifs globaux de l'enfance.

Pour les enquêtes, nous déplorons que l'on n'arrive toujours pas à décentraliser les équipes et le recrutement des enquêteurs. Cet aspect ne manque pas de poser de problème pour les enquêteurs eux même à cause de la situation sociale de la région.

L'enquête a fait l'objet de restitution dans la région. Cet aspect est salué pour permettre aux acteurs de prendre connaissance de l'opération qui les a mobilisés.

Durant le mois de Août, nous avons participé à un séminaire de 3 jours sur le plan régional de la Communication organisé par le Conseil Régional.

Ces différentes activités sont menées dans notre région à l'image de toutes les régions du Sénégal.

### **III PERSPECTIVES**

Donner aux régions les fichiers des enquêtes et du matériel adéquat, serait permettre à celles-ci de développer des publications les intéressent.

Penser à une location de local pour les équipes, surtout au niveau des départements.

Nous souhaitons être informés sur les aspects techniques de l'ESAM2 et surtout bénéficier d'une formation en informatique sur les logiciels qui seraient utilisé pour le traitement de cette enquête.

Parallèlement à toute les activités que nous avons amenées dans la région, nous allons poursuivre la collecte des statistiques courantes pour la situation économique de l'année 2000.

Votre soutien en encre pour notre imprimante serait d'un très grand apport.

Le Service, parallèlement à la préparation du recensement général de la population et de l'habitat, continuera la collecte des statistiques courantes pour la situation économique régionale édition 2000.

Dans ce cadre nous sollicitons l'appui de la gouvernance pour diligenter la réponse des services techniques à notre attente.

L'étude sur la pluviométrie que nous nous proposons, verra jour dans les prochains mois. Elle permettra désormais un suivi régulier d'années en années de la pluviométrie sur les onze stations reconnues officiellement dans la région; et ceci en collaboration avec le Service régional de la Météorologie.

### **CONCLUSION**

Les activités du Service restent dominées, pour l'année écoulée, aux domaines suivants

Situation Economique régionale.

NINEA dont nous n'avons pas fait cas dans les activités du Service.

La confection des calendriers historiques de la région.

La collecte des données sur les infrastructures de base dans le cadre du PFIS

La phase cartographique du prochain recensement général de la population et de l'habitat.

Nous souhaitons continuer de bénéficier du soutien matériel de la Direction surtout en encre et certains petits matériels de Bureaux.

**Situation des Crédits au terme de la  
Gestion du budget 2000(SR ZCHOR)**

Chapitres	Crédits délégués	Crédits dépenses	Crédits disponibles
Eau	100000	47496	52504
Electricité	150000	149920	80
Téléphone	225000	225000	0
Carburant	500000	499727	273
Fonctionnement	800000	799990	10
Total	1775000	1722133	52867

# SERVICE REGIONAL DE LOUGA

## Introduction

Le présent rapport fait l'économie de la situation vécue par le Service Régional de la Statistique de Louga au cours de l'année 2001. Il comprend trois grandes parties :

- les ressources ( humaines, financières et matérielles ),
- les activités menées par le service,
- les difficultés et les perspectives

Avant d'étudier en profondeur ces différents points, la situation peut se résumer de la manière suivante : insuffisance des ressources, diversité des activités exercées le plus souvent avec succès mais des difficultés multiples dans l'exercice de certaines activités ce qui a handicapé fortement beaucoup de projets.

## **1 - LES RESSOURCES**

### 11 - les ressources humaines

Le redéploiement du personnel de la DPS opéré par le nouveau directeur en septembre 2000 a doublement concerné le service, d'abord par la nomination d'un nouveau chef de service et ensuite par l'affectation d'un agent au service régional d Diourbel. Ces différents changements n'ont cependant affecté la conduite des activités que par la réduction du personnel. En effet, la promotion interne par la nomination d'un agent du service en qualité de chef de service a permis une continuité sans problème des opérations en cours.

Le tableau suivant donne la situation du personnel du 01 / 01 au 31 / 12 / 2000.

<b>SITUATION AU 01 / 01 / 2000</b>	<b>SITUATION AU 31 / 12 / 2000</b>
Aliou GAYE, ISD, chef du Bureau régional	Thierno DIOUF , ITS, Chef de service régional
Thierno DIOUF , ITS	Aba GUEYE, ATS, Gestionnaire
Aba GUEYE, ATS, Gestionnaire	
Assane THIOUNE, ATS	

Nous souhaiterions l'affectation d'un autre agent notamment pour la collection afin d'avoir plus de réussite dans l'exécution de la mission qui nous est confiée.

### 1.2 - les ressources financières

Les crédits alloués dans le budget de l'Etat sont répartis ainsi qu'il suit :

#### **Dépenses permanentes :**

eau	30000 x 2 =	60000 ;	taux d'exécution	0 %
Electricité	75000 x 2 =	150000 ;	taux d'exécution	99,99 %

Téléphone 112000 x 2 = 224000 ; taux d'exécution 99,99 %

### Dépenses de fonctionnement :

Fonctionnement	400000 x 2 = 800000 ;	taux d'exécution	99,99 %
Carburant	250000 x 2 = 500000 ;	taux d'exécution	99,99 %

NB : le service se trouve dans un bloc comprenant trois autres. Ce bloc ne dispose que d'un seul compteur d'eau.

L'analyse des ressources financières fait ressortir pour l'exercice 2000 une augmentation relativement importante des crédits. Mais il faut reconnaître que ceux - ci ne sont revenus qu'à leur niveau des années 1990. Malgré cette hausse qui a concerné tous les services régionaux, le niveau des crédits ne permet pas d'exécuter correctement les missions qui nous sont confiées. Alors, au moment où le service fait l'objet de diverses sollicitations en matières d'informations économiques et sociales et se fixe beaucoup d'ambitions ( cf. perspectives ), l'augmentation conséquente des crédits est vivement souhaitée.

### 1.3 - les ressources matérielles

C'est au niveau de ce secteur que le service est le plus démuné aussi bien en matériel qu'en mobilier de bureau.

**Mobilier de bureau** : il faut que le service de la statistique de Louga n'a jamais bénéficié d'une dotation spéciale en mobilier. C'est à partir des deux recensements de la population de 1976 et de 1998 que le mobilier existant a été octroyé. Actuellement, on est entrain de revivre la même situation avec le projet de recensement en vue. Cette solution ne constitue cependant qu'une panacée et ne pourrait prospérer du moment que ce aspect n'est nullement pris en compte, selon les informations à notre niveau, d'une manière explicite. Nous pensons que ce qu'il faut c'est d'identifier les besoins réel et de trouver une solution notamment en les inscrivant dans le budget d'investissement de l'Etat ou de le prévoir expressément dans les projets pilotés par la DPS.

Pour le service régional de la statistique de Louga, les besoins en mobilier se présentent actuellement ainsi qu'il suit :

- ⇒ un ( 01 ) bureau ½ ministre,
- ⇒ un ( 01 ) fauteuil,
- ⇒ deux ( 02 ) tables de décharge en bois,
- ⇒ deux ( 02 ) tables pour ordinateurs,
- ⇒ une ( 01 ) étagère de rangement,
- ⇒ deux ( 02 ) armoires dont : une ( 01 ) en bois et une ( 01 ) métallique
- ⇒ dix ( 10 ) chaises rembourrées.

#### **Matériel :**

le matériel est également très insuffisant voire inexistant. en effet, on peut difficilement admettre un service de la statistique fonctionner en ces temps modernes pendant deux ans sans un micro - ordinateur ( nous reviendrons sur les conséquences ). Certes, en 1990, le service, à travers l'enquête ESP et en 1996 et 1998 par des dons de l'UNICEF a été doté n matériel informatique mais la qualité de ce matériel n'a pas permis une utilisation de longue durée sans parler de l'obsolescence rapide de ce matériel de l'outil. Le dernier ordinateur reçu en 1998, tardivement du reste par rapport aux autres services régionaux

( février 1999 ) est tombé en panne deux mois à peine après et se trouve à la DPS depuis cette date. Pendant deux ans, c'est l'ancienne machine ( de marque AECR, un 286 ) fonctionnant avec les logiciels WP51 et Lotus, qui était fonctionnelle. Or est actuellement en panne.

Il faudrait donc penser à un programme de dotation du service en matériel informatique adéquat avec un accès à Internet. Un besoin en climatiseur est également ressenti pour permettre une utilisation dans de bonne condition de ces outils. Les autres besoins en matériel consistent en une dotation en photocopieuse, fax, machine pour reliure. Ainsi, le service pourrait devenir indépendant pour produire et diffuser les documents réalisés.

Le manque de logistique est également un handicap dans la collecte de l'information. Le pool régional de véhicules étant fortement réduit, le service est confronté à des difficultés constantes pour nos déplacements.

## II - LES ACTIVITES

Durant cette année, le service de la statistique de Louga a eu à mener diverses activités qu'on peut classer en deux catégories :

- ◆ les activités initiées au niveau central et confiées au service régional en tant que relais de la DPS,
- ◆ les activités relevant des attributions du service en tant que structure décentralisée.

### 2.1 les activités de la DPS réalisées par le service

#### 2.1.1 le RGPH I III

Dans le cadre du prochain recensement Général de la population et l'Habitat, le service régional de la statistique a été mis à contribution dans les travaux préparatoires.

**La cartographie** : les travaux qui avaient débuté en septembre 1999 pour finir en décembre 1999 ont nécessité une deuxième phase qui s'est déroulée en janvier 2000. Comme pour la première phase, le service s'est investi pour apporter son appui, aux côtés des autorités locales, pour la sensibilisation des populations et l'hébergement de équipes.

**Le calendrier historique** : Concernant la mise à jour de cet outil nécessaire pour l'estimation du véritable âge (très importante en démographie ), les travaux ont été entièrement régionalisés. C'est ainsi le service a tenu des ateliers au niveau de chaque arrondissement. Ces rencontres, présidées par les Sous - Préfets, ont regroupé dix (10) personnes ressources issues des Communautés Rurales et des Chefs de CERP ainsi les Chefs de SDER, ceux - ci en tant que consultants. Au niveau des Communes, ce sont des consultants privés qui ont été recrutés pour élaborer les calendriers historiques.

#### 2.1.2 - l'enquête mise à jour de la Base de Données des Villages ( MJBDV )

Cette enquête , initiée pour les besoins du Projet du Fonds d'Investissement Social ( PFIS ), entrainé dans le cadre du Programme de Lutte contre la Pauvreté ( PLP ). Elle s'est déroulée au courant des mois de mai et juin et la collecte a été réalisée par les Chefs de CERP. Il s'agissait de collecter des informations sur les structures sociales et économiques communautaires de la base niveau des villages

Pour toutes ces activités, le service a été confronté au manque de moyens logistiques. Cependant, pour la mise à jour des calendriers historiques, la DPS avait prêté un véhicule et c'est ce qui a permis de réaliser l'opération dans de bonnes conditions.

### **2.1.3 - l'enquête MICS - II :**

Au cours de cette opération initiée pour évaluer les objectifs que le gouvernement s'était fixé lors du sommet pour le développement de l'enfance, le service a apporté son concours au niveau local pour la réussite de l'opération.

Ainsi, après la réunion du CRD tenue avec le comité technique national pour le lancement de l'opération, le service s'est pleinement investi pour la sensibilisation des autorités et des populations tout comme pour l'hébergement des équipes. Après la restitution des résultats au niveau régional, nous avons participé à la rédaction du document de synthèse que le comité régional devait présenter lors de la validation à l'hôtel SAVANA de Dakar. Le chef de service a pris part à cet atelier de avec le gouverneur et un membre du comité technique régional.

### **2.1.4 - le document sur la pauvreté**

A la demande du directeur, un document sur les déterminants et la manifestation de la pauvreté au niveau du Sénégal, a été produit par le service au mois de décembre 2000. Il retrace les indicateurs les plus pertinents pour apprécier le niveau de la pauvreté dans la région tout comme les conséquents résultant de cette situation sur les conditions de vie des population locales.

## **2.2 les autres activités :**

Elles concernent particulièrement la Situation Economique et Sociale Régionale et les autres activités menées en tant que service régional, ou dans des cadres permanent ou ad hoc en tant service technique.

### **2.2.1 - la Situation Economique et Sociale Régionale**

L'élaboration de la situation économique et sociale de la région figure parmi les principales attributions du service de la Statistique. C'est d'ailleurs l'activité la plus importante aussi par bien le volume de travail qu'elle nécessite que des moyens mis en œuvre. La collecte avait débuté dès le mois de mars par l'envoi de questionnaires auprès des services et institutions fournisseurs de données. Cette phase reste d'ailleurs celle qui nous pose le plus de problème du fait des difficultés de déplacement auxquelles le service est confronté. Nous avons été handicapés également aussi bien au niveau de l'exploitation que du traitement à cause du manque de matériel informatique. C'est à travers la collaboration de nos collègues que la réalisation de cet ouvrage a pu avoir lieu. Malgré tout, on peut constater que la publication du document a accusé un retard important. C'est pourquoi, nous lançons un appel à la DPS pour que des moyens logistiques, informatiques, financiers et humains soient mis à la disposition des services régionaux pour leur permettre de mener leurs activités dans de bonnes conditions.

### **2.2.2 - Autres travaux**

Nous soulignons à cet effet que le service est membre de la commission et comités technique régionaux permanents ou ad hoc, lesquels organes sont destinés à l'exécution de travaux d'étude, de planification le plus souvent. Ces opérations peuvent être des initiatives nationales ou régionales. On peut ainsi citer les travaux suivants :

- ◆ l'actualisation de la Déclaration de Politique de Population ( DPP ) où, dans le cadre du COREPORH, un atelier a été organisé pour le compte du volet IEC / Plaidoyer après que des travaux techniques aient été effectués par le GATROP ( commission restreinte regroupant la statistique, l'aménagement du territoire et la planification ),
- ◆ l'élaboration du programme régional du Projet d'appui aux Régions ( PAR ) a été réalisée par le comité technique de l'Agence Régionale de Développement ( ARD ) dont le service régional de la statistique fait partie des membres les plus dynamiques,
- ◆ la contribution régionale au dixième plan a également été l'occasion d'une participation importante du service notamment dans la synthèse des contributions sectorielles

Avant de terminer sur ce chapitre, il convient de souligner que le service a participé à tous les CRG pour lesquels une convocation nous a été adressée. On peut noter également les diverses sollicitations dont le service fait l'objet aussi bien en matière de demande d'informations que d'appuis techniques et auxquelles nous tentons de donner satisfaction.

### **III - LES DIFFICULTES ET LES PERSPECTIVES**

#### **3.1 - les difficultés**

Les difficultés auxquelles le service est confronté sont multiples. Certaines, surtout, les plus importantes sont apparues tout au long du développement de ce rapport. On peut les sérier ainsi qu'il suit :

Le local, ce problème figure sur toutes les correspondances que nous envoyons à la DPS. Le service est abrité par les anciens hangars de l'ex - ONGAD qui ont été modifiés pour recevoir des services de l'Etat. Le bloc comprend ainsi d'autres services : le Centre fiscal, l'Inspection du travail et l'Inspection départementale de l'éducation nationale. Pour souligner l'inaptitude de la partie qui concerne, il faut noter que tous ces services ont 'objet d'au moins deux réfections sans une seule pour le nôtre. C'est pourquoi nous n'avons pas compris le choix qui a été fait quand il s'est agi de faire la réfection des services régionaux de la statistique en omettant celui de Louga.

Pour le mobilier, le matériel, la logistique et les crédits, on peut se reporter aux parties précédentes.

Des difficultés sont notées également en ce qui concerne la collecte. Les réponses aux questionnaires que nous envoyons aux services accusent beaucoup de retard avant de nous parvenir. C'est d'ailleurs pourquoi nous projetons d'organiser un cadre de dialogue entre producteurs et utilisateurs de données pour non seulement lever tous les écueils mais également procéder à des échanges fructueux.

#### **3.2 les perspectives**

Il convient de préciser ici que beaucoup de nos projets prévus pour l'année 2000 n'ont pu être réalisés faute de moyens matériels mais surtout financiers. Nous allons néanmoins, compte tenu des promesses qui nous ont été faites et des contacts que nous avons noués, d'en maintenir certains mais aussi de réaliser d'autres.

On peut citer les opérations suivantes :

Le système de suivi des marchés : ce projet inscrit dans le cadre du PAR a été retenu après arbitrage du Conseil Régional. Dans cette étude, il s'agira d'identifier

d'abord les principales ressources ainsi que les potentialités de la région dans tous les secteurs d'activités économiques et ensuite de mettre en place un mécanisme de suivi des marchés. Il faudra pour ce faire, d'abord une estimation de l'offre et de la demande de produits et ensuite une identification des circuits de commercialisation et des difficultés liées à la production et à l'écoulement. Pour la mise en œuvre du mécanisme de suivi, il faudrait penser à un système d'observation des prix aux producteurs et de détail. Nous sollicitons ainsi que la DPS étende l'observation des prix aux services régionaux pour aider à pérenniser cette activité.

L'élaboration d'un répertoire des entreprises installées dans la région ou y exerçant des activités figure également dans nos projets. A ce niveau, nous allons utiliser plusieurs sources dont l'appariement des fichiers donnera un fichier unique qui constituera le répertoire en question. Les sources escomptées sont le fichier NINEA ( une extraction concernant les entreprises de Louga ), les fichiers des services et institutions suivantes : IPRES, Caisse de Sécurité Sociale, Inspection du Travail et de la Sécurité Sociale et le Centre Fiscal Régional. On pourrait y adjoindre les informations issues du Recensement National de l'Agriculture ( RNA ) et les données de " GALLE AYNABE " pour les éleveurs.

Par ailleurs, nous espérons pouvoir mener des études sur l'éducation et la santé. Mais ces études sont pour le moment à l'état d'avant - projet.

Enfin, last but not the least, nous envisageons un atelier au cours duquel producteurs et utilisateurs d'informations statistiques échangeront pour identifier les besoins de utilisateurs et faciliter la collecte auprès des producteurs. Pour cela, nous voudrions profiter du prétexte de la présentation de la Situation Economique et Sociale Régionale ( édition 1999 ) qui vient d'être publiée par nos soins. Une demande de financement à de potentiels bailleurs sera élaborée dans ce sens.

Voilà le bilan des activités menées par le Service Régional de la Statistique de Louga, les difficultés rencontrées et les projets à court et moyen termes

## SERVICE REGIONAL DE DIOURBEL

### 1 - LE PERSONNEL

Il est composé de deux ( 02 ) agents :  
Monsieur Alioune CISSE, ITS, chef de service,  
Monsieur Assane THIOUNE, ATS.

### 2 - Situation du matériel

Désignation	Quantité	Etat
Armoires métalliques	2	passable
Bureau ½ ministre	3	
Fauteuil	1	mauvais
Chaises en bois	2	
Chaises	1	
Table de décharge	1	
Tableau en bois	1	
Table de téléphone	1	
Climatiseur	1	passable
Machine à tirage	1	Hors d'usage
Micro - ordinateur ACER	1	en panne
Micro - ordinateur COMPAQ	1	lecteur défectueux
Portable NOVACOM	1	en panne
Imprimante HP Deskjet	1	En panne
Imprimante FX1050	1	en panne
Imprimante FX300	1	hors d'usage
Armoire à clapets jumelés	1	passable
machine à calculer	2	hors d'usage

### 3 - Matériel roulant

Il s'agit principalement du matériel affecté aux équipes de la cartographie en vue du Recensement Général de la Population et de l'Habitat

<i>Désignation</i>	<i>Quantité</i>	<i>Etat</i>
Vélocycles	2	1 en bon état et 1 passable
Vélos ( bicyclettes )	3	bon

## **B - PRINCIPALES ACTIVITES MENEES AU COURS DE L'ANNEE 2000**

L'une des principales attributions du Service Régional est de faire la collecte et le traitement des données nécessaires pour établir les statistiques sur la situation économique et sociale de la région, ensuite de contribuer par des travaux statistiques et des études spécifiques à la connaissance des données économiques, démographiques et sociales et enfin de diffuser des statistiques et des études nationales et régionales dans la région.

S'agissant du document " situation économique Régionale ", la dernière édition date de 1992. Cependant, des données étaient disponibles jusqu'en 1997.

Dès notre prise de fonction le 1<sup>ER</sup> septembre 2000, nous nous sommes attelés à combler le vide dans la publication de ce document. Ainsi, nous avons commencé dans un premier temps à faire la collecte des données complémentaires puisqu'il y avait certaines données qui étaient déjà disponibles. En effet, nous avons réussi à collecter des données relatives aux années 1998, 1999 et même quelquefois celles de l'année 2000. Aujourd'hui, l'élaboration de la Situation Economique Régionale 1999 est complètement achevée. Le retard accusé par rapport à la date butoir du 31 décembre 2000 est imputable à une panne de l'imprimante et du lecteurs du micro - ordinateur dont nous disposons.

En outre, le Service régional a continué à faire la sensibilisation et l'enregistrement des NINEA dont nous transmettons régulièrement les demandes à la région de Dakar.

Concernant le recrutement pour le RGPH - III, nous signalons que nous continuons à recevoir les demandes. En effet, l'objectif de 1530 candidats à former n'est pas encore atteint. A la date du 26 janvier 2001, nous en sommes à 1300 dossiers enregistrés. Et vu le report survenu par rapport à la date initialement retenue pour les opérations de collecte, nous avons jugé plus prudent d'accepter les demandes pour atteindre l'objectif de 1530 agents et le dépasser pour parer aux éventuelles défections ( en relation avec le décalage entre l'ouverture des dossiers de candidatures en 1999 et la date retenue pour le début des opérations en mai 2001 ). En même temps, la sensibilisation continue. Dans ce cadre, nous avons profité des débats organisés à la Station Régionale Diourbel - F.M. ( RTS ) pour expliquer les objectifs et les enjeux d'un recensement mais aussi l'importance de la statistique dans tout le processus de planification pour un développement harmonieux

Le Service Régional a continué aussi au cours de l'année écoulée à prendre une part active aux réunions du Comité Régional de Développement de Diourbel

## **AUTRES ACTIVITES**

Elles concernent particulièrement la participation et l'appui technique du Service Régional au niveau des comités et commissions techniques spéciaux mais aussi la collaboration avec des privés, des étudiants pour leurs recherches et divers utilisateurs.

Ainsi, le Service Régional de la Statistique a participé activement à :

- la réactualisation de la Déclaration de Politique de Population. Les thèmes suivants ont été développés :
  - a - intégration des variables démographiques dans la planification du développement,
  - b- population et pauvreté,
  - c- régionalisation,
  - d- études et recherches.
- L'élaboration du Xème Plan 2002 - 2007 avec la Commission Régionale de planification chargée de l'animation de la réflexion sur la contribution de la région aux travaux de la Commission Nationale de Planification « Décentralisation et Développement »,
- la Commission de Coordination des Vacances citoyennes,
- la Commission Régionale de présélection des micro - projets des jeunes dans le cadre du Fonds National d'Insertion des jeunes.

Le Service a également pris une part active à l'élaboration du Programme Régional de Développement Intégré ( PRDI ). Il a été présent dans tout le processus, du début jusqu'aux travaux d'atelier de finalisation du 12 au 17 juin 2000. Le PRDI a été adopté en juillet 2000.

Au cours de l'année 2000, le Service Régional a également, en collaboration avec certains organismes, travaillé dans un certain nombre d'enquêtes. Cette participation revêt deux formes : d'abord le recrutement des enquêteurs est confié à la statistique et ensuite le rôle de contrôle et de superviseur lui était dévolu. On peut citer :

- ◆ la collaboration avec l'Hôpital Régional dans le cadre de l'Enquête sur les Mutuelles de Santé,
- ◆ la collaboration avec la Direction de l'Energie / Agence Japonaise de Coopération Internationale et le Service de l'Energie en milieu sahélien. Il s'agit d'une enquête socio - économique du 15 Juin au 15 Août 2000 en vue de l'élaboration d'un plan national d'électrification rurale.

Par ailleurs, le Service régional a joué un rôle important tant pour l'hébergement des enquêteurs que pour la sensibilisation en ce qui concerne l'Enquête MICS - II. Au séminaire régional de restitution des résultats, la Statistique s'est bien acquittée de son rôle de maître d'œuvre dans l'organisation matérielle du CRD Spécial.

Au séminaire national de restitution des résultats du MICS - 2 tenu le 24 octobre 2000 à Dakar, le Service Régional a présenté un rapport analysant les données du MICS concernant Diourbel avec des recommandations pertinentes.

Au mois d'octobre 2000, nous avons participé à la rencontre des chefs de services régionaux avec le Directeur de la Prévision et de la Statistique. Cependant, cette réunion n'avait pas, malheureusement, permis de faire un diagnostic approfondi et un tour d'horizon des problèmes dans les régions faute de temps.

En décembre 2000, nous avons participé à Dakar à une réunion d'information et de sensibilisation sur l'ESAM - II. Depuis notre retour, nous avons commencé à prendre les dispositions utiles pour informer les autorités et les sensibiliser sur la spécificité et l'importance d'une telle enquête pour la nation.

## **C - PERSPECTIVES - SUGGESTIONS**

Dans les perspectives de l'élaboration de la Situation Economique Régionale 2000, les questionnaires vont être envoyés bientôt aux services fournisseurs de données. Nous voulons ainsi disposer le plus rapidement possible des informations parce que cette année, avec l'ESAM - 2 et le RGPH - III, le service sera très sollicité.

Cependant, nous dépendons beaucoup des services fournisseurs d'informations. C'est pourquoi l'échéance du 31 décembre 2000 qui était fixée pour le dépôt de la situation économique n'a pas pu être respectée. Il est presque impossible de disposer des rapports des autres services à cette période. Nous souhaiterions que la publication de la situation économique soit fixée à la fin du premier trimestre de chaque année pour nous permettre d'être à jour. Sinon nous continuerons toujours à travailler avec des données ne concernant pas directement l'année qui vient de finir mais les situations antérieures avec un décalage d'un ou de deux ans.

Les conditions de travail dans les régions ne sont des meilleures. Les pannes du micro - ordinateur ont beaucoup influé sur les retards que nous avons accusés dans le travail. Nous avons emprunté à Louga pour faire l'impression de la Situation Economique.

Nous demandons respectueusement à Monsieur le Directeur d'institutionnaliser des rencontres périodes avec les chefs de services régionaux. Deux rencontres par an, une au mois de juin et une autre au mois de décembre permettraient de passer en revue tous les problèmes pour une meilleure coordination.

**DIRECTION DE LA PREVISION  
ET DE LA STATISTIQUE**

-----  
BP. 116 Dakar  
Tél : (00 221)824 03 01  
E-mail : [asdily@telecomplus.sn](mailto:asdily@telecomplus.sn)  
[dps@telecomplus.sn](mailto:dps@telecomplus.sn)

**Vous vous intéressez aux questions  
économiques et sociales ?  
Voici nos ouvrages de référence.**

La Direction de la Prévision et de la Statistique publie régulièrement un certain nombre de périodiques renfermant des informations d'ordre démographique, économique et social:

**SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE DU SENEGAL**  
(annuelle)

Donne une image de l'activité économique et sociale du Sénégal en présentant une masse de données statistiques détaillées d'ordre démographique, économique et social. De nombreux tableaux statistiques sont publiés en général sur cinq ans avec des illustrations graphiques à la fin de chaque chapitre.

**BULLETIN TRIMESTRIEL DE STATISTIQUES**  
(trimestriel)

Apporte des informations sur l'agriculture, la construction, le transport, le tourisme, l'élevage, la pêche, les prix la poste et l'épargne, le commerce extérieur, la monnaie le crédit et les finances publiques.

**NOTE D'ANALYSE DU COMMERCE EXTERIEUR**  
(annuelle)  
**BULLETIN DES STATISTIQUES DU COMMERCE EXTERIEUR**

(trimestriel)

Ces publications analysent les transactions commerciales du Sénégal avec l'extérieur : principaux produits échangés, les partenaires du commerce, la balance commerciale, les indicateurs du commerce et les grands agrégats économiques.

### **INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE**

(trimestriel)

Indicateur conjoncturel de l'activité industrielle. Il comprend les indices de volume et les productions physiques des principales branches de l'industrie sénégalaise.

### **INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION**

(mensuel)

C'est un indicateur qui traduit l'évolution des prix à la consommation familiale. Depuis le 1<sup>er</sup> Janvier 1998 , l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) remplace l'indice des prix à la consommation calculé dans la ville de Dakar dont la base datait de 1967. Cet Indice est dit harmonisé car le même instrument de mesure de l'évolution des prix a été mis en place dans les sept pays membres de l'UEMOA.

### **LES COMPTES ECONOMIQUES**

(annuels)

Donnent une représentation quantifiée de l'économie du pays sur une année civile dans un cadre comptable cohérent à travers la confection des comptes du secteur primaire ( agriculture, élevage, pêche et sylviculture), des secteurs secondaire et tertiaire ( industriel, btp, transport et télécommunications, hôtellerie, restauration et services).

Cette publication donne également des comptes de production, d'exploitation, de revenu et de capital des secteurs institutionnels, que sont les administrations publiques, les sociétés et quasi sociétés non financières, les ménages et le reste du monde. L'équilibre ressources - emplois, ainsi que les principaux agrégats (PIB, PNB, Epargne Nationale, Déficit Intérieur Courant, Besoin de Financement) y figurent. Enfin le Tableau Economique d'Ensemble y est présenté.

### **BANQUE DE DONNEES ECONOMIQUES ET FINANCIERES**

(annuel)

Publication en trois (3) tomes issus de l'exploitation des documents de fin d'exercice fournis au CUCI (Centre Unique de Collecte d l'Information) par les entreprises soumises au plan comptable sénégalais et remplacé par le SYSCOA.

Elle fournit des informations sur l'activité des entreprises dans les différents secteurs à travers des tableaux comptables et différents ratios de structures et de gestion économique et financière.

### **RESSOURCES-EMPLOIS DU PIB**

(Annuel)

Après l'analyse de la conjoncture internationale, ce rapport retrace l'évolution récente de l'économie du Sénégal et ses perspectives à court terme (1an). Les divers secteurs étudiés sont : le primaire, le secondaire, le commerce extérieur et la balance des paiements, les finances publiques, la dette, les institutions financières. Ils sont synthétisés par l'équilibre ressources - emplois du PIB en valeur et en volume.

Cette synthèse est issue du modèle de l'économie sénégalaise dont s'est doté la DPS. Ce rapport s'accompagne d'une annexe statistique présentant les résultats sur cinq ans.

## **NOTE DE CONJONCTURE**

(trimestrielle)

Chaque trimestre, cette note analyse l'évolution récente des divers secteurs de l'économie. Les résultats du trimestre sont rassemblés en fin de volume sous forme d'annexe statistique.

## **TABLEAU DE BORD DE L'ECONOMIE SENEGALAISE**

(mensuel)

Après une brève chronologie économique, le tableau de bord présente les données mensuelles les plus récentes concernant l'environnement international, le commerce extérieur, le secteur secondaire, les prix, les revenus, les finances publiques, la dette, les institutions financières.

Chaque tableau récapitulant les données sur un an est accompagné d'un graphique retraçant l'évolution des séries les plus caractéristiques. Ponctuellement, d'autres informations peuvent y figurer lorsqu'elles sont disponibles : telles que les estimations des campagnes agricoles.

## **TABLEAU ENTREES-SORTIES**

(périodique)

Le Tableau Entrées-Sorties (TES) donne la synthèse des statistiques de production, des échanges extérieurs, et de la consommation des différentes branches d'activités. Il retrace en particulier les liaisons intersectorielles en faisant apparaître les livraisons des branches d'activité et leurs achats de biens et services à d'autres branches.

## **LES RESULTATS DU RECENSEMENT GENERAL DE LA POPULATION ET DE L'HABITAT ( RGPH/88)**

Le recensement a fait l'objet de cinq (5) publications:

1- Les résultats préliminaires publiés en septembre 1988, donnent la répartition de la population totale par sexe ainsi que le nombre de ménages et de concessions pour chaque division administrative.

2 - Les résultats provisoires issus de l'exploitation de l'échantillon au 10ème parus en juillet 1989.

3 - Le rapport résumé (niveau national) diffusé en décembre 1989.

4 - Le répertoire des localités (un (1) volume par région) qui donne pour chaque village la population par sexe, le nombre de ménages et de concessions; paru en 1990/91.

5 - Les rapports d'analyse (définitifs) en onze (11) volumes dont :

- \* un (1) rapport au niveau national
- deux (2) rapports pour chaque région
- trois (3) rapports sur la structure par âge et sexe en 1988 et les projections.

Différents thèmes sont traités dans ces rapports notamment :

- la structure de la population;
- les activités économiques;
- la migration;
- l'alphabétisation;
- etc.

## **AUTRES PUBLICATIONS DE LA DPS**

### **TABLEAU DE BORD DE LA SITUATION SOCIALE DU SENEGAL**

(annuel)

Les différents chapitres sont la population, le revenu, la distribution du revenu, l'emploi, la santé, la nutrition, l'éducation et l'habitat. Il publie des séries sur une vingtaine d'années.

### **L'ENQUETE SUR LES PRIORITES**

(1991-92)

Enquête par sondage qui étudie les caractéristiques démographiques, l'alphabétisation, l'éducation, les activités économiques, la migration, la santé, l'état nutritionnel des enfants, les caractéristiques des ménages et chefs de ménage, le patrimoine, les dépenses et revenus des ménages. (119 pages).

### **POPULATION DU SENEGAL**

(1994)

Ouvrage de 618 pages consacré à la population du Sénégal. L'introduction porte sur les aperçus internationaux et les perspectives historiques. Le document est ensuite divisé en cinq parties: nuptialité et famille (5 chapitres), santé et mortalité (4 chapitres), la fécondité et ses déterminants (7 chapitres), analyse socio - démographique de la fécondité et de la planification familiale (6 chapitres), urbanisation et ressources humaines (7 chapitres). Il propose enfin une riche bibliographie.

**ENQUETE SUR LA PLANIFICATION FAMILIALE**  
(EPF 1990)

Document de 76 pages , qui fait le point sur la fécondité, la nuptialité, la contraception, le sida etc.

**DIRECTION DE LA PREVISION  
ET DE LA STATISTIQUE**

-----  
BP. 116 Dakar  
Tél : (00 221)824 03 01  
E-mail : [asdily@telecomplus.sn](mailto:asdily@telecomplus.sn)  
[dps@telecomplus.sn](mailto:dps@telecomplus.sn)